

Rapport sur les résultats ministériels

Statistique Canada

2017-2018

L'honorable Navdeep Bains, C.P., député
Ministre de l'Innovation, des Sciences et du
Développement économique

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2018

Numéro 11-628-X2018001 au catalogue

ISSN 2368-1179

Table des matières

Message du ministre.....	1
Message du statisticien en chef.....	3
Aperçu des résultats.....	5
Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités	7
Contexte opérationnel et principaux risques	9
Résultats : ce que nous avons accompli	15
Programmes	15
Programme 1 : Statistique économique et environnementale	16
Programme 2 : Statistique socioéconomique	22
Programme 3 : Recensements.....	29
Programme 4 : Infrastructure statistique	34
Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables.....	38
Services internes.....	43
Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines	49
Dépenses réelles	49
Ressources humaines réelles	52
Dépenses par crédit voté.....	53
Dépenses et activités du gouvernement du Canada	53
États financiers et faits saillants des états financiers	53
Renseignements supplémentaires	61
Renseignements ministériels.....	61
Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur.....	63
Tableaux de renseignements supplémentaires.....	63
Dépenses fiscales fédérales	63
Coordonnées de l'organisation	64
Annexe : définitions	65
Notes en fin d'ouvrage.....	71

Message du ministre



L'honorable Navdeep Bains
Ministre de l'Innovation, des
Sciences et du Développement
économique

Je suis heureux de vous présenter le Rapport sur les résultats ministériels pour l'exercice financier 2017-2018 de Statistique Canada.

Au cours de la dernière année, grâce au travail concerté des différents organismes du portefeuille d'Innovation, Sciences et Développement économique, le gouvernement du Canada a travaillé d'arrache-pied pour améliorer la compétitivité du Canada à l'échelle mondiale tout en créant des emplois, en favorisant la croissance et en renforçant la classe moyenne.

En 2017-2018, les organismes du portefeuille ont poursuivi la mise en œuvre du Plan pour l'innovation et les compétences qui vise à promouvoir les idées innovantes et la science, en plus de soutenir la recherche scientifique et de faciliter la commercialisation des fruits de cette recherche et des nouvelles idées. Le Plan favorise également la croissance et l'expansion des petites entreprises canadiennes et les aide à devenir plus productives et plus novatrices et à se tourner davantage vers l'exportation. Promouvoir le développement du tourisme et la création de nouveaux débouchés dans ce secteur représente une part importante de ces efforts. L'objectif primordial de ce Plan qui vise à faire du Canada un chef de file en matière d'innovation a été le principal levier d'action des programmes du portefeuille.

Dans le cadre du portefeuille d'Innovation, Sciences et Développement économique, Statistique Canada a continué à diffuser son ensemble de statistiques de base et à faire avancer ses priorités organisationnelles. L'organisme a comblé plusieurs lacunes analytiques importantes, a investi dans son infrastructure et a continué d'innover et d'expérimenter dans le cadre de son initiative de modernisation. Statistique Canada a également appuyé les efforts pangouvernementaux visant à améliorer la qualité des données accessibles au public au Canada. Statistique Canada s'est impliqué auprès des Canadiens pour les sensibiliser à l'important travail qu'accomplit l'organisme, tout en faisant la promotion du développement de la capacité statistique à l'échelle mondiale. Ces réalisations, conjointement avec l'initiative de modernisation de l'organisme, s'inscrivent dans l'engagement du gouvernement à accorder une grande importance aux résultats.

Grâce à une collaboration très étroite et à des partenariats ouverts à tous, les organismes du portefeuille d'Innovation, Sciences et Développement économique ont entrepris une démarche commune conduisant à une compétitivité économique accrue, plus propre et plus inclusive qui profite à l'ensemble de la population canadienne. Le présent rapport fait état des contributions de Statistique Canada à ce travail important.

Message du statisticien en chef

L'année 2017-2018 a été une année importante à Statistique Canada. Nous avons continué de remplir notre rôle en fournissant des données actuelles et pertinentes aux Canadiens concernant la société et l'économie. Au cours de l'année qui s'est écoulée, nous avons également fait preuve de leadership en nous adaptant à un environnement numérique en évolution rapide dans lequel les méthodes de collecte, de diffusion et de protection des données changent constamment.

En ce qui a trait à son engagement de fournir des données de grande valeur aux Canadiens, Statistique Canada est particulièrement fier des initiatives suivantes :

- la diffusion des résultats du Recensement de 2016, qui s'est révélée exceptionnelle, tant du point de vue de l'actualité que de la qualité;
- le renforcement de la confiance à l'égard de Statistique Canada et de sa pertinence aux yeux des Canadiens, grâce à des modifications à la Loi sur la statistique, qui ont permis de préciser les responsabilités organisationnelles, de donner plus d'indépendance à l'organisme et d'augmenter la transparence de ses méthodes;
- le lancement du programme de modernisation, conçu pour fournir aux Canadiens des données plus actuelles, détaillées et pertinentes sur lesquelles fonder les décisions importantes qui ont une incidence sur l'économie, la société et l'environnement.

Le lancement d'une série de projets exploratoires en 2017-2018 est un bon exemple de l'accélération des efforts que nous déployons en vue d'apporter des changements concrets et d'ajouter de la valeur aux services concertés et novateurs que nous offrons aux Canadiens. Les projets Programme de la statistique du logement canadien, Vers la mesure du cannabis, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone ainsi que la mesure du tourisme international au Canada représentent des étapes importantes en vue de combler les lacunes analytiques qui préoccupent le plus les Canadiens.

En outre, au cours de la dernière année, nous avons largement contribué à l'amélioration de notre infrastructure technique de base, à l'utilisation de nouvelles méthodes pour mettre en valeur le talent de notre effectif et à l'exercice du leadership sur les tribunes statistiques au pays et à l'échelle internationale. Statistique Canada a rehaussé sa présence à l'échelle internationale pour devenir un chef de file sur la scène mondiale, tout en mettant en commun des pratiques éprouvées avec les gouvernements du Sénégal et de la région des Caraïbes, en menant des travaux importants sur l'économie numérique et en dirigeant le Groupe de haut niveau des Nations Unies sur la modernisation de la statistique officielle.

Dans un proche avenir, nous sommes enthousiastes à l'idée de tirer parti du financement compris dans le Budget de 2018 pour la mise sur pied du Centre des statistiques fondées sur le sexe, la

diversité et l'inclusion et de l'Unité des objectifs de développement durable. Je vous invite à visiter le site Web de Statistique Canada au www.statcan.gc.ca pour en apprendre davantage au sujet de l'organisme, des activités de modernisation et des nombreux produits d'information.

Anil Arora
Statisticien en chef du Canada

Aperçu des résultats

	Fonds utilisés (Dépenses réelles 2017-2018)	Ressources humaines (Équivalents temps plein [ETP] réels 2017-2018)
Dépenses brutes	657 428 438	6 024
Revenus disponibles	-111 657 283	-1 251
Dépenses nettes	545 771 155	4 773

Statistique Canada a entrepris et mené à terme un grand nombre d'initiatives au cours de l'exercice. Parmi ces initiatives se trouvent les réalisations suivantes :

- Statistique Canada a réalisé d'autres progrès au chapitre de certains éléments énoncés dans la lettre de mandat du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique; par exemple, il a amélioré la qualité des données accessibles au public au Canada et a mis à jour les dispositions législatives régissant Statistique Canada afin de renforcer l'indépendance de l'organisme.
- Statistique Canada a continué de produire des données fiables, actuelles et de grande qualité pour combler les besoins en matière d'information et les lacunes analytiques présentant un intérêt pour les gouvernements, les entreprises, les universitaires et les particuliers. Grâce aux investissements compris dans le Budget de 2017, Statistique Canada a progressé en ce qui a trait à un certain nombre d'initiatives en matière d'innovation et d'expérimentation, comme les projets Vers la mesure du cannabis, la transition vers une économie à faibles émissions de carbone, la mesure de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux au Canada et le Programme de la statistique du logement canadien.
- Statistique Canada a réalisé des progrès au chapitre d'un certain nombre de projets novateurs. L'organisme complète et, lorsque possible, remplace les enquêtes par des données administratives et d'autres sources de données, y compris le moissonnage Web, pour recueillir des données sur une base volontaire et anonyme concernant le prix du cannabis et son utilisation, ainsi que l'approche participative pour la cartographie des immeubles. Statistique Canada tire parti de ces nouvelles méthodes pour intégrer les données et pour mettre à l'essai de nouvelles approches analytiques, dont l'intelligence artificielle, l'apprentissage automatique et l'analyse prédictive.
- Statistique Canada a lancé les bases de son programme de modernisation et s'est engagé activement auprès des Canadiens, afin d'accroître la sensibilisation concernant ses travaux importants visant à tirer parti d'autres sources de données et à renforcer la capacité statistique avec les intervenants. Cet engagement a aussi permis à l'organisme d'analyser la situation de ses utilisateurs de données et de ses partenaires, et de mieux comprendre leurs diverses priorités et leurs besoins en matière de données. Cette analyse des besoins et priorités porte

entre autres sur le renforcement des partenariats existants, afin d'améliorer l'environnement de couplage des données; par exemple, avec le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux pour l'élaboration de la Plateforme de liens longitudinaux entre l'éducation et le marché du travail. L'analyse des besoins des utilisateurs de données s'est aussi améliorée par l'établissement de nouveaux partenariats, notamment avec Technologies du développement durable Canada et le World Council on City Data. Cette collaboration a mené à un certain nombre de nouveaux produits novateurs, comme un ensemble d'indicateurs des technologies propres ou de nouvelles données permettant d'examiner le rôle du Canada dans les chaînes de valeur mondiales.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les plans et les priorités de Statistique Canada ainsi que sur les résultats atteints, veuillez consulter la section « [Résultats : ce que nous avons accompli](#) » du présent rapport.

Raison d'être, mandat et rôle : composition et responsabilités

Raison d'être

Afin d'être en mesure de prendre des décisions éclairées, il est essentiel d'avoir accès à des données fiables et à des preuves solides. Tous les segments de la société — gouvernements, entreprises et particuliers — se fient à des statistiques de grande qualité, actuelles et détaillées pour prendre des décisions. Parmi leurs nombreuses utilisations, les renseignements statistiques servent à délimiter les circonscriptions électorales, à déterminer les tarifs internationaux, à orienter les négociations commerciales, à analyser le rendement économique, à choisir des sites pour la construction d'écoles et pour le transport en commun, et à appuyer les programmes et les politiques en matière d'immigration. Les statistiques du recensement et les statistiques économiques servent au calcul de la répartition des taxes de vente harmonisées, ainsi que des paiements de transfert et de péréquation aux provinces. Par ailleurs, les données de Statistique Canada sont aussi utilisées afin d'orienter les programmes en matière d'éducation, de santé et de justice aux divers ordres de gouvernement.

Mandat et rôle

Statistique Canada produit des données qui aident les Canadiens à mieux comprendre leur pays — sa population, ses ressources, son économie, sa société et sa culture. Au Canada, c'est au gouvernement fédéral qu'il incombe de fournir des statistiques officielles. En tant qu'organisme central de la statistique au pays, Statistique Canada assume ce mandat pour l'ensemble du pays, pour chacune des provinces et chacun des territoires. L'organisme réalise aussi un recensement de la population et un recensement de l'agriculture tous les cinq ans afin de tracer un portrait détaillé de la société canadienne. Statistique Canada est assujetti à la [Loi sur la statistique](#)ⁱ et s'engage à protéger la confidentialité des données qui lui sont confiées.

L'organisme assure la qualité et la cohérence des statistiques sur le Canada grâce à sa collaboration avec des organisations internationales, avec des ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et territoires. En tant que membre de la Commission de statistique des Nations Unies, Statistique Canada endosse les [Principes fondamentaux de la statistique officielle](#)ⁱⁱ, qui aident à définir ce qui constitue un bon système de statistique officielle ainsi que le rôle que ce système doit jouer auprès des gouvernements nationaux.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des engagements organisationnels formulés dans la lettre de mandat de Statistique Canada, veuillez consulter la [lettre de mandat du ministre](#)ⁱⁱⁱ.

Contexte opérationnel et principaux risques

Contexte opérationnel

Un pays démocratique et développé, comme le Canada, a besoin d'un grand volume de renseignements pour fonctionner efficacement. Statistique Canada fournit aux Canadiens des statistiques essentielles, actuelles, détaillées et de grande qualité ayant fait l'objet d'analyses selon le contexte approprié. Ces dernières permettent de surveiller l'inflation, de promouvoir la croissance économique, de planifier les villes et les routes, de rajuster les pensions et d'élaborer des programmes d'emploi et des programmes sociaux. Ces statistiques aident les gouvernements, les entreprises et les particuliers à prendre d'importantes décisions en se fiant à des statistiques bien étayées, crédibles et fiables.

La valeur accordée aux données pour chaque segment de la société augmente à un rythme exponentiel. Parallèlement, de nouveaux outils et une nouvelle capacité de traitement continuent d'émerger, ce qui contribue à multiplier le volume et les types de renseignements disponibles.

Au fur et à mesure que la demande de renseignements augmente, de même que son importance et sa disponibilité, les préoccupations en matière de protection des renseignements personnels, la technologie de filtrage des appels et l'emploi du temps chargé des Canadiens font en sorte qu'il est de plus en plus difficile de joindre les ménages et d'obtenir de l'information de leur part. Par conséquent, Statistique Canada est continuellement à la recherche de nouvelles approches novatrices pour répondre aux besoins émergents en matière de données.

Fort de ses 100 années d'existence, Statistique Canada a progressé constamment afin de rendre ses données plus accessibles et attrayantes, de mettre l'accent sur l'évolution des besoins des utilisateurs en matière d'information et de répondre aux besoins futurs. Puisqu'il continue de se moderniser et d'innover, Statistique Canada joue maintenant un rôle plus actif afin de guider et de modeler cette ère de l'information.

Principaux risques

Une saine gestion des risques permet à Statistique Canada de répondre de façon efficiente et efficace aux besoins actuels et émergents des Canadiens en matière d'information. Le Cadre de gestion intégrée du risque est en place pour déterminer, comprendre, gérer, contrôler et communiquer de façon systématique les risques. Conformément à ce cadre, le Profil de risque organisationnel de Statistique Canada est mis à jour chaque année pour souligner les principaux risques organisationnels, ainsi que les stratégies d'atténuation pertinentes.

Les attentes des utilisateurs évoluent rapidement. Ils ont besoin de données et d'analyses actuelles plus poussées pour prendre des décisions. Afin de demeurer pertinent et de répondre

aux besoins en matière de données, Statistique Canada doit maintenir le lien avec les utilisateurs, adopter des approches méthodologiques novatrices, favoriser des partenariats étroits et fournir un accès efficace et efficient aux données.

Principaux risques

Risques	Stratégie d'atténuation et efficacité	Lien avec les programmes de l'organisme	Lien avec les engagements de la lettre de mandat ou les priorités pangouvernementales et organisationnelles
1) L'organisme est incapable de répondre aux attentes croissantes des intervenants	<p>Pour atténuer ce risque, Statistique Canada a lancé son programme exhaustif de modernisation. Le programme porte sur cinq piliers clés : prestation de services axés sur l'utilisateur, renforcement de la capacité statistique, partenariats et collaboration, méthodes de pointe, et milieu de travail moderne et flexible. Parmi les principaux résultats attendus figurent des statistiques plus actuelles, détaillées et utiles, et un accès continu.</p> <p>Le risque ne s'est pas matérialisé au cours de la période de référence; les activités relatives au programme de modernisation font l'objet d'une surveillance et d'une mise à jour régulières.</p>	<p>Programme 1 : Statistique économique et environnementale</p> <p>Programme 2 : Statistique socioéconomique</p> <p>Programme 3 : Recensements</p> <p>Programme 4 : Infrastructure statistique</p> <p>Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables</p> <p>Services internes</p>	<p>Lettre de mandat du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique :</p> <ul style="list-style-type: none"> Améliorer la qualité des données accessibles au public au Canada. Pour ce faire, une collaboration entre Statistique Canada, le président du Conseil du Trésor ainsi que divers ministères et organismes sera nécessaire afin de mettre en place une initiative pour les données ouvertes qui tiendra compte des données volumineuses, et qui rendra accessibles au public davantage de données payées par les Canadiens. <p>Priorités pangouvernementales :</p> <ul style="list-style-type: none"> Adopter une nouvelle approche fondée sur les résultats et l'exécution. Prendre des décisions éclairées fondées sur des données probantes. Renforcer la fonction publique; fournir des

			<p>conseils fondés sur des données probantes.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la classe moyenne; intervenir pour lutter contre le changement climatique; favoriser la croissance économique grâce à l'innovation; accroître et diversifier le commerce et les investissements étrangers; assurer une meilleure sécurité sociale et économique pour les Canadiens; améliorer la situation et les conditions de vie des Autochtones; élaborer une approche moderne, durable et résistante en matière d'infrastructure. <p>Priorités de l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Comblent les lacunes analytiques, appuyer les priorités de travail des ministères chargés de l'établissement de politiques et contribuer à mesurer les résultats des programmes.
<p>2) Les méthodes et les techniques statistiques ne correspondent pas aux attentes sociétales actuelles et futures</p>	<p>Tout comme le risque précédent, ce risque est atténué grâce au lancement du programme de modernisation; l'accent est mis sur les partenariats et la collaboration, ainsi que sur des méthodes de pointe. Les principaux résultats comprennent les suivants : adopter une approche moderne par rapport à la collecte et à la diffusion des données, faciliter l'accès aux données et réduire le fardeau de réponse pour les Canadiens.</p>	<p>Programme 1 : Statistique économique et environnementale</p> <p>Programme 2 : Statistique socioéconomique</p> <p>Programme 3 : Recensements</p> <p>Programme 4 : Infrastructure statistique</p> <p>Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables</p>	<p>Priorités de l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Continuer de chercher des façons novatrices de mener les enquêtes, de répondre aux nouveaux besoins en matière de données et de réduire le fardeau de réponse. • Assurer la diversité des formats de données disponibles.

	Le risque ne s'est pas matérialisé au cours de la période de référence; les activités relatives au programme de modernisation font l'objet d'une surveillance et d'une mise à jour régulières.		
3) Une erreur importante se produit dans un rapport ou un programme statistique clé	<p>Statistique Canada a continué d'atténuer ce risque en effectuant régulièrement des analyses approfondies et des évaluations systématiques des données, en se dotant d'une expertise dans les domaines spécialisés, en procédant à une évaluation appropriée des processus et en adoptant des pratiques de gestion de l'information qui conviennent.</p> <p>Au cours de la période de référence, une erreur s'est produite concernant le Recensement de la population de 2016. En raison d'une erreur de programmation, la diffusion originale pour la variable linguistique comprenait des données inexactes pour un petit groupe de collectivités. Les mécanismes de réponse de Statistique Canada ont fonctionné comme prévu, et l'erreur a été corrigée. Une semaine après que l'erreur ait été décelée, les données corrigées ont été diffusées à nouveau. Par ailleurs, d'autres mesures d'atténuation ont été mises en œuvre.</p>	<p>Programme 1 : Statistique économique et environnementale</p> <p>Programme 2 : Statistique socioéconomique</p> <p>Programme 3 : Recensements</p> <p>Programme 4 : Infrastructure statistique</p> <p>Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables</p>	Sans objet

	Dans l'ensemble, les stratégies d'atténuation continueront d'être mises à jour chaque année.		
4) Atteinte à la sécurité matérielle des données confidentielles ou délicates	<p>La protection de la confidentialité des données est une obligation fondamentale de Statistique Canada. L'organisme a continué d'atténuer ce risque de manière efficace en analysant continuellement les procédures et les processus de diffusion, en appliquant diligemment des mesures de protection strictes définies dans la Politique sur la diffusion officielle, en évaluant régulièrement la situation au chapitre de la sécurité des TI et en assurant une formation régulière, ainsi qu'en accroissant la sensibilisation sur les questions relatives à la sécurité des renseignements classifiés et désignés.</p> <p>Le risque ne s'est pas matérialisé au cours de la période de référence; les activités d'atténuation des risques sont mises à jour chaque année.</p>	<p>Programme 1 : Statistique économique et environnementale</p> <p>Programme 2 : Statistique socioéconomique</p> <p>Programme 3 : Recensements</p> <p>Programme 4 : Infrastructure statistique</p> <p>Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables</p>	<p>Priorités de l'organisme :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la sécurité globale et la protection de la technologie informatique essentielle contre les cybermenaces.

Résultats : ce que nous avons accompli

Programmes

Au cours de la dernière année, Statistique Canada a continué de publier et de diffuser son ensemble de statistiques de base ainsi que de soutenir les priorités du gouvernement. Parmi ces priorités figurent notamment une croissance de la classe moyenne, des changements climatiques, une croissance économique attribuable à l'innovation, une hausse et une diversification au chapitre du commerce et des investissements étrangers, une meilleure sécurité sociale et économique pour les Canadiens, ainsi qu'une infrastructure moderne, durable et résistante. L'organisme fournit des renseignements statistiques qui permettent d'assurer le suivi et de mesurer les résultats des programmes. Ces données aident les Canadiens à mieux comprendre leur pays — sa population, ses ressources, son économie, sa société et sa culture —, donc à prendre des décisions éclairées.

En 2017-2018, Statistique Canada a publié 1 184 communiqués et a enregistré 26,5 millions de visites de son site Web, dont 2,6 millions de consultations du bulletin de nouvelles statistiques de l'organisme, *Le Quotidien*. Le nombre de produits statistiques offerts sur le site Web a augmenté de 2 330 en 2017-2018 pour atteindre 33 642 au total.

Statistique Canada a aussi commencé à jeter les bases d'une initiative de modernisation afin de répondre aux besoins changeants en matière d'information d'une économie et d'une société numériques en pleine croissance au Canada, grâce à une participation active et à l'expérimentation de nouvelles méthodes. L'organisme modernise toutes les étapes du processus de production statistique, dès la collecte initiale des données jusqu'à leur utilisation finale, tout en améliorant la qualité et la rigueur statistique.

Par ailleurs, l'adoption du projet de loi C-36, qui a modifié la Loi sur la statistique, accroît l'indépendance de Statistique Canada, conformément à la lettre de mandat du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Aux termes des modifications, le statisticien en chef est nommé à titre amovible pour un mandat de cinq ans et on lui attribue les pouvoirs liés aux méthodes, procédures et opérations de Statistique Canada. Afin d'établir un équilibre dans ces responsabilités, le Conseil consultatif canadien de la statistique sera établi pour conseiller le ministre et le statisticien en chef de façon transparente concernant les questions qui sont portées à son attention par ces personnes au sujet de la qualité du système statistique national. Un certain nombre de processus connexes seront mis en place pour appuyer cette indépendance, par exemple, l'affichage des nouvelles enquêtes obligatoires dans le site Web de Statistique Canada.

Programme 1 : Statistique économique et environnementale

Description

Par le programme de la Statistique économique et environnementale, Statistique Canada crée une source fiable, pertinente et exhaustive de renseignements sur l'ensemble du spectre de l'économie du Canada afin d'éclairer le débat public concernant les questions économiques; d'appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques économiques; de guider les entreprises dans leurs décisions. Ces statistiques permettent de satisfaire diverses ententes et exigences législatives énoncées dans les lois ou les règlements dans les domaines tels que la fiscalité.

Faits saillants du programme

Parmi les produits figurent les mesures mensuelles et annuelles du produit intérieur brut, l'Indice des prix à la consommation, les indicateurs du commerce de détail et de gros, les statistiques sur les exportations et les importations canadiennes de marchandises, les estimations des revenus et des dépenses agricoles, les statistiques du transport et les statistiques nécessaires à l'analyse des relations entre l'activité humaine et l'environnement au Canada.

Résultats

En 2017-2018, Statistique Canada a non seulement continué de publier et de diffuser son ensemble de base de statistiques économiques et environnementales, mais il a aussi élargi la portée de ses travaux afin d'appuyer plusieurs priorités clés du gouvernement, lesquelles sont décrites ci-après.

L'économie mondiale a connu des changements structurels importants au cours des dernières années, attribuables en partie à la crise financière mondiale de 2008 et à la hausse continue de la mondialisation. Les répercussions des changements macroéconomiques sur le revenu des ménages, l'inégalité de la richesse et la stabilité financière sont au centre des préoccupations des décideurs. En 2017-2018, Statistique Canada a élaboré les comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, de nouveaux ensembles de données qui décrivent la répartition du revenu et de l'avoir net des ménages, selon diverses caractéristiques de ceux-ci, comme le sexe et l'âge. Ces nouvelles données fournissent aux décideurs et aux universitaires de nouveaux outils pour examiner les inégalités et leurs répercussions sur notre société.

Statistique Canada a aussi reçu du financement dans le cadre du Budget de 2017 afin d'élaborer et de mettre en œuvre le nouveau Programme de la statistique du logement canadien, lequel constituera une base de données nationale de tous les biens immobiliers au Canada. Cette base de données comprendra les renseignements les plus récents sur les achats et les ventes, ainsi que des données démographiques sur les propriétaires et de l'information sur les caractéristiques du financement. En 2017-2018, Statistique Canada a publié des données sur les propriétés résidentielles des non-résidents dans les régions métropolitaines de recensement de Vancouver et de Toronto. À cette fin, on a utilisé des sources de données administratives, en partenariat, et on a produit des données actuelles de façon échelonnée en quelques semaines. Il s'agit de la

première étape d'une initiative importante dont l'objectif est de fournir un ensemble exhaustif de statistiques sur le secteur du logement pour toutes les subdivisions de recensement au Canada, d'ici 2022.

Au début de 2017-2018, Statistique Canada a commencé à préparer le système statistique afin d'évaluer les répercussions que pourrait entraîner la transition de la consommation illégale de cannabis à des fins non médicales vers la consommation légale, en plus d'éclairer les activités économiques et sociales liées à la consommation de cannabis une fois la transition terminée. Bien que le système de statistiques sociales permette de recueillir des renseignements sur la consommation de cannabis, des mises à jour ont été nécessaires pour mesurer de façon plus précise les effets sur la santé et l'incidence sur le système judiciaire. Jusqu'à récemment, les statistiques économiques fournissaient très peu de renseignements sur le rôle que le cannabis illégal joue dans l'économie. Les systèmes de la statistique sociale et économique ont été mis à jour pour rendre compte de la légalisation du cannabis, afin que Statistique Canada puisse fournir les données requises pour mesurer les répercussions de la consommation de cannabis sur l'économie et la santé. Jusqu'à maintenant, ce travail a consisté à mettre à jour les normes de classification en plus d'élaborer des modèles et des enquêtes pour mesurer la consommation ainsi que l'utilisation de cannabis.

Dans le cadre des efforts de modernisation de Statistique Canada, le projet exploratoire sur le cannabis comprenait l'élaboration d'estimations expérimentales de la consommation de cannabis au Canada pour la période allant de 1960 à 2015. Les données ont été obtenues grâce à une approche participative, ce qui a mené à des enquêtes volontaires et anonymes qui ont permis à l'organisme de recueillir des données sur le prix du cannabis et la consommation de cannabis dans chaque province. Ces estimations ont été élaborées en intégrant de nombreuses sources d'information provenant de Statistique Canada ou d'autres organismes, grâce à des techniques statistiques et à une expertise professionnelle. Pour compléter les données recueillies grâce à l'approche participative, Statistique Canada a créé un projet pilote afin d'utiliser l'analyse des eaux usées pour mesurer les traces de résidus chimiques de cannabis et d'autres drogues, comme les opioïdes. Cette approche est inspirée de la méthode utilisée en Europe depuis les 10 dernières années, et elle permettra de combler les lacunes analytiques pour estimer les niveaux de consommation de drogues dans la population générale.

En 2017-2018, Statistique Canada a diffusé une gamme de données sur le cannabis liées à la consommation à domicile, aux dépenses des ménages, aux prix et à la production selon la province et le territoire. Ces données ont contribué de façon importante à l'élaboration de politiques et de règlements liés à la production et à la distribution de cannabis au Canada. Ces travaux se poursuivront à l'avenir afin de comprendre pleinement les répercussions de ce changement sociétal important, d'éclairer l'élaboration des politiques et la prise de décisions, et d'appuyer la mise en œuvre de la légalisation.

Grâce à une collaboration étroite avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux, Statistique Canada a aussi accompli des progrès importants en matière de commerce, de technologies propres, d'économie numérique et d'innovation.

Diversifier les activités commerciales et les investissements

Puisque le Canada prend des mesures afin de diversifier ses activités commerciales et ses investissements, il est important de comprendre la communauté des importateurs et des exportateurs. En 2017-2018, Statistique Canada a diffusé de nouvelles données soulignant les caractéristiques des importateurs et des exportateurs canadiens. Ces données nous renseignent considérablement sur le nombre d'entreprises au Canada qui font du commerce international, ainsi que sur leurs principaux partenaires commerciaux et sur la structure de leurs échanges d'une année à l'autre.

Dans le but de combler une importante lacune analytique liée au flux des échanges, Statistique Canada a publié une base de données sur les exportations à valeur ajoutée qui fournit un ensemble de mesures analytiques du commerce afin de compléter les statistiques de base sur les exportations et importations brutes de biens et services. Ces estimations permettent de mesurer l'importance des exportations de chaque industrie pour l'économie dans son ensemble. Statistique Canada a aussi conclu un partenariat avec Affaires mondiales Canada pour élaborer et produire des statistiques détaillées à l'appui des négociations commerciales avec les États-Unis

concernant le bois d'œuvre. Par ailleurs, il a élaboré une nouvelle approche pour fournir des données sur l'activité économique et financière du Canada avec le reste du monde. En avril, Statistique Canada a lancé le Centre de statistiques sur le Canada et le monde, qui regroupe des données d'un certain nombre de produits de Statistique Canada et les présente au moyen d'un outil analytique interactif.

En outre, Statistique Canada a collaboré avec un certain nombre de ministères et d'organismes gouvernementaux pour mettre en œuvre un cadre conceptuel afin de mesurer le secteur des technologies propres, et il a commencé à publier des données afin de mieux comprendre le rôle de ces technologies dans l'économie canadienne. En 2017-2018, Statistique Canada a aussi lancé un programme pour combler les lacunes analytiques découlant de la numérisation de l'économie. L'objectif de ce programme est de quantifier les divers aspects et répercussions de l'économie numérique, ainsi que de participer avec la communauté internationale à l'élaboration de cadres et de méthodes statistiques pour mesurer l'économie numérique.

Par ailleurs, Statistique Canada réalise des progrès en vue de la mesure des répercussions des investissements dans les infrastructures publiques. Au cours de la dernière année, des estimations variant en fonction du temps concernant les répercussions des investissements dans les infrastructures publiques sur la croissance du produit intérieur brut ont été produites pour l'Ontario; des estimations seront élaborées pour le reste du pays en 2018-2019. Statistique Canada a aussi publié une étude portant sur les répercussions des investissements directs étrangers au Canada sur le taux de croissance de la productivité dans le secteur de la fabrication au cours de la période postérieure à 2000. Le départ de grandes entreprises productives sous contrôle étranger a contribué de façon significative à la baisse de la productivité du travail dans le secteur de la fabrication.

Croissance économique attribuable à l'innovation

Les immobilisations incorporelles, comme les logiciels et la recherche et développement, prennent de plus en plus d'importance en raison de l'expansion de l'économie du savoir et de l'économie numérique. Des travaux sont en cours afin d'évaluer les dépenses produisant des avantages durables et d'élargir la portée de ce qui est inclus dans les immobilisations incorporelles. Cette année, Statistique Canada a produit des estimations sur les immobilisations incorporelles à titre expérimental et évalue leur apport à la croissance de la production et de la productivité.

Dans l'ensemble, au cours de l'année, on a amélioré considérablement le contenu et la pertinence du programme de la Statistique économique et environnementale, et ce, tout en réduisant les lacunes analytiques. Le nombre de produits analytiques du programme ayant été consultés sur le Web a été plus élevé que la cible à atteindre. De plus, 96 % des programmes statistiques ayant fait l'objet d'une évaluation étaient entièrement conformes du point de vue de l'intégralité, de l'exactitude, de l'intelligibilité et de l'actualité de leurs métadonnées; cela représente une augmentation par rapport au résultat de 92 % enregistré en 2016-2017, et les responsables du programme continuent de travailler en vue d'atteindre la cible de 100 %. Afin de s'assurer que les utilisateurs aient accès à l'aide dont ils ont besoin pour tirer pleinement profit des renseignements détenus par Statistique Canada, l'organisme doit fournir au public des documents détaillés et actuels. Pour 2017-2018, tous les guides de référence techniques obligatoires ont été jugés comme étant disponibles, à jour, exacts et intelligibles. Enfin, le taux de réponse des enquêtes menées dans le cadre du programme a dépassé la cible en 2017-2018. Le tableau ci-après montre les résultats pour chaque année, de 2015-2016 à 2017-2018, ainsi que les cas où les cibles ont été dépassées.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cible	Date à laquelle la cible a été atteinte	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016
Les Canadiens et les organisations des secteurs public et privé utilisent les statistiques économiques et environnementales pour surveiller l'économie, pour élaborer des politiques et pour effectuer de la recherche.	Nombre de produits analytiques et de produits de données consultés ¹	4 000 000	31 mars 2018	4 004 099	4 823 767	Non disponible ²
	Pourcentage des enquêtes dont les métadonnées sont à jour dans la Base de métadonnées intégrée	100 % des programmes statistiques ont été jugés « entièrement conformes » pour tous les éléments de métadonnées précisés dans la Directive sur la documentation des métadonnées statistiques ³	31 mars 2018	96 %	92 %	75 %
	Pourcentage de guides de référence techniques mis à jour	100 %	31 mars 2018	100 %	100 %	100 %
	Taux de réponse	85 %	31 mars 2018	88 %	87 %	Non disponible ²
	Pourcentage d'estimations clés qui atteignent le degré de précision attendu	90 %	31 mars 2018	95 %	94 %	96 %

1. La définition d'indicateur englobe l'analyse des tendances Web, y compris le nombre de consultations de pages Web (nombre d'accès à une page URL) et de téléchargements (nombre d'accès à un fichier déterminé [p. ex. PDF, EXE, XLSX]). Ces données excluent les employés de Statistique Canada au travail, ainsi que les robots d'indexation, les araignées et les collecteurs qui ont pu être repérés.
2. Lorsque les résultats réels sont considérés comme étant « non disponibles », cela signifie que l'indicateur n'existe pas pour l'exercice visé.
3. La Directive sur la documentation des métadonnées statistiques de Statistique Canada définit tous les éléments de métadonnées qui doivent être déclarés pour chaque enquête et chaque programme statistique de Statistique Canada, y compris les mesures de l'exactitude, les variables et les classifications. Une exemption relative à la déclaration des métadonnées pour les tableaux des indicateurs d'exactitude (p. ex. les tableaux des coefficients de variation), les variables et les classifications a été approuvée pour 2017-2018 par le Comité des méthodes et des normes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2017-2018
129 398 587	129 398 587	138 460 134	138 960 829	9 562 242

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

Nombre d'ETP prévus 2017-2018	Nombre d'ETP réels 2017-2018	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) 2017-2018
1 376	1 477	101

L'écart des dépenses et des équivalents temps plein (ETP) est principalement attribuable à une augmentation des ressources liées à une nouvelle initiative comprise dans le Budget de 2017, en vue de mettre en œuvre le Programme de la statistique du logement canadien; le financement de cette initiative a été approuvé dans le cadre du processus du Budget supplémentaire des dépenses. Les dépenses ont aussi varié à la suite d'une hausse des salaires découlant de la ratification de nouvelles conventions collectives. De plus, le nombre d'ETP varie légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés utilisés dans les calculs à l'étape de la planification.

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur de Statistique Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#)^{iv}.

Programme 2 : Statistique socioéconomique

Description

Par le programme de la Statistique socioéconomique, Statistique Canada fournit de l'information intégrée et des analyses pertinentes sur les caractéristiques sociales et socioéconomiques des particuliers, des familles et des ménages, de même que sur les principaux facteurs qui ont des répercussions sur leur bien-être. Cette information sert à éclairer le débat public sur les questions socioéconomiques, à appuyer l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques sociales, et à orienter la prise de décisions dans les secteurs public et privé. Ces statistiques permettent de satisfaire aux exigences statistiques énoncées dans les lois ou les règlements dans les domaines tels que le travail, l'immigration, les langues officielles et l'équité en matière d'emploi.

Faits saillants du programme

Ce programme produit des statistiques sur l'emploi et le marché du travail, les résultats des diplômés sur le marché du travail, la santé des Canadiens, l'intégration des immigrants dans la société canadienne et les divers parcours dans le système de justice.

Résultats

La modernisation de Statistique Canada joue un rôle clé dans l'organisation et l'établissement des priorités du programme de la Statistique socioéconomique. Un plan stratégique de transformation des statistiques sociales sur trois ans a été élaboré et comprend une feuille de route pour l'établissement de trois piliers organisés en fonction des données : l'infrastructure, la production et l'utilisation. L'objectif ultime consiste à améliorer la pertinence, l'actualité et le niveau de détail des statistiques sociales afin d'en faciliter l'accès auprès des Canadiens.

En 2017-2018, Statistique Canada a diffusé les données pilotes de l'Enquête canadienne sur la santé des enfants et des jeunes. Une analyse exploratoire a été entreprise afin d'améliorer la collecte des données et les taux de réponse, ainsi que de mettre à jour le contenu du questionnaire, y compris l'ajout de questions sur la perception des préjudices et sur l'accès, dans le contexte des modifications récentes concernant la législation sur le cannabis. Les données pilotes ont été diffusées aux chercheurs universitaires et gouvernementaux au moyen des centres de données de recherche de Statistique Canada, lesquels sont situés dans des installations sécuritaires dans les universités partout au Canada. Les chercheurs ont été en mesure de mener d'autres analyses exploratoires, en vue de la diffusion des résultats complets de l'enquête en 2020.

Afin d'appuyer les priorités gouvernementales concernant les collectivités autochtones, Statistique Canada a collaboré avec Affaires autochtones et du Nord Canada et Emploi et Développement social Canada pour mener l'Enquête auprès des peuples autochtones. La collecte des données a pris fin en août 2017, le taux de réponse s'établissant à 76 % (82,4 % pour le Nord). Le traitement et la vérification des données sont en cours, et la diffusion du fichier de

données analytiques, des produits et de l'analyse est prévue pour 2018. Les responsables du programme ont collaboré avec les organisations autochtones nationales pour promouvoir l'enquête grâce à divers moyens, y compris les médias sociaux, ce qui a contribué à la grande visibilité de cette enquête importante et au soutien qu'elle a obtenu.

Nouvelle méthode pour augmenter le taux d'emploi dans le cadre de l'Analyse de la population active chez les Inuits du Nunavut

Dans le cadre du supplément du Nunavut, Statistique Canada a eu recours à une nouvelle stratégie de collecte, qui a permis de recruter 79 % de l'équipe de collecte (13 intervieweurs et 120 guides) à l'échelle locale dans le territoire. Cela a contribué à l'engagement du Canada en ce qui a trait à l'atteinte de l'objectif en matière d'emploi de l'Analyse de la population active chez les Inuits du Nunavut. Statistique Canada envisage le recours à cette stratégie très réussie pour les autres collectes de données dans le Nord.

L'enquête comprenait le supplément du Nunavut, c'est-à-dire des questions supplémentaires pour procéder à l'Analyse de la population active chez les Inuits du Nunavut. Le but de l'analyse est d'évaluer le niveau de compétence actuel et le degré de qualification officielle au sein de la population active des Inuits et de contribuer à formuler des plans d'emploi et de formation préalable à l'emploi pour les Inuits. Par ailleurs, en octobre 2017, Statistique Canada a diffusé un certain nombre de données et de produits analytiques découlant du Recensement de 2016 concernant la situation et les conditions de vie des Autochtones au Canada.

Parmi les autres progrès importants figure l'ajout de la catégorie d'admission des immigrants dans la base de données du Recensement de 2016, qui a été diffusée en octobre 2017 dans le cadre de la gamme de produits de 2016. Statistique Canada a aussi rédigé un rapport analytique sur la situation économique des immigrants faisant partie de minorités de langues officielles au Canada, à partir des données du recensement. Les résultats seront publiés en 2018-2019. En outre, Statistique Canada a collaboré étroitement avec Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada dans le cadre de huit projets de recherche. Les sujets comprenaient l'établissement des immigrants à l'extérieur des régions métropolitaines servant de point d'accès, la situation financière des immigrants, pour la période allant de 1984 à 2016, les immigrants et le démarrage d'entreprises, les résultats sur le marché du travail des réfugiés, le rôle des travailleurs étrangers temporaires dans les industries provinciales, et la Base de données sur la mobilité intergénérationnelle du revenu, améliorée grâce à des données sur les immigrants. D'autres projets de recherche en santé comprennent l'étude des hospitalisations liées à la tuberculose chez les réfugiés, ainsi que la préparation de fichiers analytiques pour étudier la santé mentale des réfugiés.

Parmi les faits saillants des statistiques sur le tourisme en 2017-2018 figurent l'utilisation de nouvelles sources de données et de méthodes de pointe, ainsi que la collaboration et le partage avec des partenaires externes. En collaboration avec Innovation, Sciences et Développement économique Canada, ainsi que Destination Canada, Statistique Canada a acquis des données

d'autres sources, comme les données des unités de traitement et les données anonymes de cartes de crédit, et les a intégrées aux données d'enquête pour enrichir les estimations des dépenses, en vue de produire des données plus détaillées pour améliorer la prise de décisions. Plus précisément, Statistique Canada a intégré de nouvelles données pour produire de l'information sur les dépenses de voyages entre le Canada et d'autres pays. Par ailleurs, la nouvelle Enquête nationale sur les voyages a été menée, dans le contexte des efforts de modernisation à l'échelle de Statistique Canada, en tirant parti d'outils de collecte et de traitement plus robustes. Grâce à ces efforts, Statistique Canada contribue à éclairer la vision du tourisme du Canada en produisant des statistiques actuelles et pertinentes. Ces améliorations ont été financées grâce à des investissements internes, ainsi qu'au Budget de 2017. Cette initiative vise à élargir la collecte de données sur le tourisme, afin de produire des données à l'échelle provinciale et territoriale pour le Compte satellite du tourisme, ainsi que d'améliorer l'Enquête nationale sur les voyages, en vue de la production de meilleures données à des niveaux géographiques plus détaillés.

Statistique Canada produit en outre une vaste gamme de statistiques sur le travail afin d'éclairer l'élaboration des politiques et des programmes, ainsi que d'orienter la prise de décisions. Afin d'ajouter de la valeur, Statistique Canada explore de nouvelles méthodes, comme l'acquisition de données de nouvelles sources et leur intégration aux données existantes pour la production de statistiques plus actuelles, accessibles et utiles. Plusieurs étapes ont été franchies en 2017-2018.

La Plateforme de liens longitudinaux entre l'éducation et le marché du travail, qui comprend des données de tous les secteurs de compétence, a été établie. À partir des données du Système d'information sur les étudiants postsecondaires, couplées à des données de l'impôt sur le revenu, un rapport sur les résultats sur le marché du travail des diplômés des universités des Maritimes a été diffusé. Le rapport comprend des couplages avec les données du Programme canadien de prêts aux étudiants pour les Maritimes afin d'accroître les possibilités de la plateforme en matière d'analyse.

Établissement de la Plateforme de liens longitudinaux entre l'éducation et le marché du travail

Pour la première fois, les ministères provinciaux et territoriaux de l'Éducation ont reçu les résultats provisoires sur le marché du travail des diplômés collégiaux et universitaires, ainsi que des apprentis inscrits, dans leurs secteurs de compétence.

Par ailleurs, on a exploité la modélisation et la microsimulation en vue d'élaborer des statistiques plus détaillées pour les Canadiens afin d'orienter la prise de décisions fondées sur des données probantes dans le domaine de la justice. Par exemple, un projet pilote a été lancé en vue d'élaborer un module de microsimulation spécialisé en matière de justice pour étudier les contacts des contrevenants avec le système de justice pénale de la Saskatchewan. Ce projet pilote permet un examen des différentes répercussions du statut d'Autochtone, de l'âge, du sexe, de l'emplacement géographique et du niveau de scolarité des personnes qui entrent dans le système de justice pénale de la Saskatchewan. Les résultats provisoires sont attendus en 2018. De plus, le projet sur les nouveaux contacts avec le système de justice fournira des données sur les raisons

pour lesquelles certaines personnes n'ont aucun contact ou n'ont que des contacts limités avec le système de justice, tandis que d'autres ont des contacts répétés. Le projet initial a été entrepris avec la province de la Saskatchewan. Il a été élargi pour inclure des données d'autres domaines sociaux, comme l'impôt et la santé, afin de fournir un aperçu amélioré du système de justice, ainsi que de l'information sur les caractéristiques des personnes qui ont des contacts subséquents avec le système de justice. Statistique Canada a entrepris le prolongement du projet en avril 2017, en vue d'inclure des données de la Nouvelle-Écosse. Pour la première fois, Statistique Canada sera en mesure de rendre compte de la participation aux processus de justice réparatrice et fournira de nouvelles données sur les populations qui ont des contacts subséquents avec le système de justice. Statistique Canada a répondu à toutes les exigences de l'[évaluation du programme du Centre canadien de la statistique juridique](#)^v, qui a pris fin en 2017.

Dans son Budget de 2017, le gouvernement fédéral a annoncé la mise en place de la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe et, dans son analyse des lacunes statistiques, faisait expressément mention des affaires d'agression sexuelle non fondées au Canada. Statistique Canada a collaboré avec le Comité des informations et statistiques policières (CISP) et les services de police de l'ensemble du Canada pour rétablir la collecte de statistiques uniformes sur les affaires criminelles non fondées. Afin d'atteindre cet objectif important, Statistique Canada a passé en revue la classification internationale des affaires non fondées, a consulté le CISP et les services de police concernant les approches de codage ainsi que les pratiques de codage uniformisées. L'organisme a obtenu l'appui d'universitaires et d'experts indépendants concernant les changements proposés. Plus de 400 policiers de plus de 130 services de police ont été formés en fonction de ces nouvelles définitions. Ces travaux importants ont abouti à la diffusion d'un rapport technique et de nouvelles données sur les affaires criminelles non fondées, avec un accent particulier sur les agressions sexuelles.

De plus, Statistique Canada collabore étroitement avec Condition féminine Canada afin de combler les lacunes statistiques importantes en ce qui a trait à la violence fondée sur le sexe. Trois nouvelles enquêtes sont en cours d'élaboration, dont la première, l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, a été lancée en avril et fournira des indicateurs clés sur la prévalence de la violence physique et sexuelle de la part d'un partenaire intime au cours de la vie. En outre, l'enquête permettra de recueillir des données sur les expériences de comportements inappropriés qui ne seraient pas classées comme des infractions criminelles, mais qui peuvent avoir des répercussions négatives sur les personnes. L'enquête fournira des données sur les perceptions des Canadiens à l'égard du rôle des hommes et des femmes, et de la violence fondée sur le sexe. En 2017-2018, Statistique Canada a entrepris l'élaboration de deux enquêtes afin de combler d'autres lacunes statistiques, dont une axée sur la violence fondée sur le sexe en milieu de travail, et l'autre, sur la violence fondée sur le sexe chez les étudiants de niveau postsecondaire.

Par ailleurs, Statistique Canada, comme point central des statistiques et des analyses fondées sur le sexe, appuie les ministères et organismes fédéraux dans la production de données désagrégées selon le sexe et dans l'accès à ces données aux fins de l'Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+). L'organisme s'informe également des besoins actuels et émergents en matière de données et d'analyses liées à l'ACS+ dans les ministères et organismes fédéraux. L'organisme est aussi responsable d'accroître la sensibilisation à l'égard de l'ACS+ en offrant de la formation sur la disponibilité des données de Statistique Canada dans les ministères et organismes. Ces données permettent d'évaluer les répercussions des politiques, des programmes, des services, des dispositions législatives et d'autres initiatives sur divers groupes de personnes.

Dans l'ensemble, le programme de la Statistique socioéconomique a donné lieu à d'importantes réalisations au cours de la dernière année, lesquelles ressortent également dans les indicateurs de rendement. Le nombre de produits analytiques du programme consultés sur le Web a dépassé la cible visée. De plus, 93 % des programmes statistiques ayant fait l'objet d'une évaluation étaient entièrement conformes du point de vue de l'intégralité, de l'exactitude, de l'intelligibilité et de l'actualité de leurs métadonnées; cela représente une augmentation de 3 % par rapport à la proportion de 90 % enregistrée en 2016-2017, et les responsables du programme continuent de travailler en vue d'atteindre la cible de 100 %. Quant au taux de réponse pour les enquêtes menées dans le cadre du programme, celui-ci a dépassé la cible en 2017-2018. Ce résultat peut varier d'une année à l'autre selon la proportion d'enquêtes à participation obligatoire ou volontaire menées durant l'année. Enfin, le pourcentage d'estimations clés qui respectent l'exactitude attendue a aussi dépassé la cible en 2017-2018. Le tableau ci-après montre les résultats pour chaque année, de 2015-2016 à 2017-2018, ainsi que les cas où les cibles ont été dépassées.

Résultats atteints

	Indicateurs de rendement	Cible	Date à laquelle la cible a été atteinte	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016
Les Canadiens et les organisations des secteurs public et privé utilisent les statistiques socioéconomiques pour élaborer des politiques et effectuer de la recherche.	Nombre de produits analytiques et de produits de données consultés ¹	8 000 000	31 mars 2018	9 715 238	10 403 851	Non disponible ²
	Pourcentage des programmes statistiques dont les métadonnées sont à jour dans la Base de métadonnées intégrée	100 % des programmes statistiques ont été jugés « entièrement conformes » pour tous les éléments de métadonnées précisés dans la Directive sur la documentation des métadonnées statistiques ³	31 mars 2018	93 %	90 %	78 %
	Pourcentage de guides de référence techniques mis à jour	100 % des guides de référence techniques obligatoires sont entièrement conformes et 100 % des nouveaux guides de référence techniques déterminés comportent une feuille de route	31 mars 2018	88 %	100 %	100 %
	Taux de réponse	70 %	31 mars 2018	76 %	80 %	Non disponible ²
	Pourcentage d'estimations clés qui atteignent le degré de précision attendu	90 %	31 mars 2018	99 %	100 %	100 %

1. La définition d'indicateur englobe l'analyse des tendances Web, y compris le nombre de consultations de pages Web (nombre d'accès à une page URL) et de téléchargements (nombre d'accès à un fichier déterminé [p. ex. PDF, EXE, XLSX]). Ces données excluent les employés de Statistique Canada au travail, ainsi que les robots d'indexation, les araignées et les collecteurs qui ont pu être repérés.
2. Lorsque les résultats réels sont considérés comme étant « non disponibles », cela signifie que l'indicateur n'existe pas pour l'exercice visé.
3. La Directive sur la documentation des métadonnées statistiques de Statistique Canada définit tous les éléments de métadonnées qui doivent être déclarés pour chaque programme d'enquête et chaque programme statistique de Statistique Canada, y compris les mesures de l'exactitude, les variables et les classifications. Une exemption relative à la déclaration des métadonnées pour les tableaux des indicateurs d'exactitude (p. ex. les tableaux des coefficients de variation), les variables et les classifications a été approuvée pour 2017-2018 par le Comité des méthodes et des normes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2017-2018
99 153 760	99 153 760	101 143 836	101 745 964	2 592 204

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

Nombre d'ETP prévus 2017-2018	Nombre d'ETP réels 2017-2018	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) 2017-2018
1 096	1 107	11

Les écarts sont principalement attribuables à une augmentation du nombre de ressources liées à une nouvelle initiative comprise dans le Budget de 2017, en vue de mesurer l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux au Canada. Le financement de cette initiative a été approuvé dans le cadre du processus du Budget supplémentaire des dépenses. L'augmentation des dépenses réelles est aussi attribuable à des hausses de salaires découlant de la ratification de nouvelles conventions collectives.

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur de Statistique Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Programme 3 : Recensements

Description

Dans le cadre du programme de Recensements, Statistique Canada fournit des renseignements sur les changements de la population canadienne, des caractéristiques démographiques et du secteur agricole. Cette information pose les fondements pour la prise de décisions dans les secteurs public et privé, ainsi que pour la recherche et l'analyse dans des domaines qui préoccupent la population canadienne. Le programme comprend le Recensement de la population et le Recensement de l'agriculture. Tant le Recensement de la population que celui de l'agriculture sont obligatoires selon les termes de la Loi sur la statistique. De plus, le Recensement de la population est prescrit par la Loi constitutionnelle.

Recensement de la population

Le recensement constitue une source essentielle et unique de données à de plus petits échelons géographiques et pour de petites populations. Comme le recensement est réalisé tous les cinq ans, il est possible de comparer les résultats afin de voir les changements qui surviennent au sein de la population canadienne et de notre société au fil du temps.

Résultats

Recensement de la population

La décision du gouvernement fédéral de rétablir le questionnaire détaillé du recensement a donné lieu à un taux de participation de 98,4 % au dernier Recensement de la population. Cette décision a aidé Statistique Canada dans la production de données de grande qualité sur presque toutes les collectivités au Canada, afin de permettre aux utilisateurs de prendre des décisions éclairées et fondées sur des données probantes.

En 2017-2018, les diffusions principales restantes du Recensement de 2016 ont été achevées. Dans trois diffusions, on a présenté les résultats du questionnaire abrégé (sur l'âge, le sexe et le type de logement; les familles, les ménages, l'état matrimonial et la langue; ainsi que le revenu), et dans deux diffusions, on a présenté les résultats du questionnaire détaillé (sur l'immigration, la diversité ethnoculturelle, le logement et les Autochtones; ainsi que la scolarité, le travail, le déplacement domicile-travail, la langue de travail, la mobilité et la migration). Toutes ces diffusions ont suscité beaucoup d'attention de la part des utilisateurs de données et ont généré une couverture importante dans les médias. Par ailleurs, la campagne dans les médias sociaux a été couronnée de succès. Ce succès explique les résultats de 2017-2018 au chapitre du nombre de produits analytiques et de produits de données consultés, qui a dépassé la cible de plus de 9 millions. Il convient de souligner que, dans le cadre du programme, un certain nombre de nouveaux produits ont été diffusés, lesquels n'avaient pas été prévus au départ lorsque la cible a été établie.

Outre les nombreux produits de données disponibles les jours de diffusion, de nouveaux produits de visualisation des données ont été diffusés à d'autres moments, comme le Visualiseur des données du Programme du recensement et les graphiques interactifs. Ces produits de données ont été conçus pour améliorer l'interprétation des résultats du recensement. D'autres articles analytiques et tableaux de données ont été publiés par la suite afin d'améliorer la pertinence globale du recensement pour les utilisateurs.

En prévision du Recensement de la population de 2021, Statistique Canada a mené un processus de consultation très réussi. La consultation publique s'est tenue en ligne de septembre 2017 à février 2018; des invitations ont été distribuées à plus de 10 000 utilisateurs des données du recensement. Le grand public a aussi été incité à participer au recensement, grâce à des avis dans les médias sociaux et à d'autres annonces. Plus de 2 800 demandes de consultation en ligne ont été reçues, ce qui représente au-delà de 2 300 organisations et particuliers de partout au pays, dans les divers secteurs de la société. Outre la consultation publique en ligne, Statistique Canada a tenu plus de 70 discussions en personne avec des groupes autochtones au pays, ainsi que de nombreuses réunions avec des intervenants du gouvernement fédéral. Statistique Canada a aussi reçu des commentaires concernant le contenu du Recensement de 2021 de divers comités d'experts consultatifs et autres experts.

Au chapitre de l'innovation, le programme du Recensement de la population a réalisé des progrès importants grâce à la création de registres statistiques des populations et des immeubles. Le plan pour le Recensement de 2021 et les cycles futurs est d'utiliser ces registres pour compléter ou remplacer certaines opérations du recensement, tout en maintenant la pertinence des produits pour les utilisateurs de données, en améliorant l'efficacité du programme, en réduisant le fardeau de réponse et en maintenant la confiance des Canadiens quant à la protection de leurs données.

Recensement de l'agriculture

La première diffusion des résultats du Recensement de l'agriculture de 2016 a eu lieu le 10 mai 2017. Une variété de produits de diffusion a servi à mettre en commun les données avec un large éventail d'utilisateurs. Ces produits comprenaient un communiqué dans Le Quotidien, des tableaux CANSIM, une série de six articles analytiques préparés pour expliquer les données aux Canadiens, une tournée pour présenter les principaux faits saillants aux intervenants, des webinaires, des infographies (dont une en particulier pour le projet Canada 150), plus de 300 cartes thématiques et le téléchargement de toutes les données du Recensement de l'agriculture dans la Plateforme géospatiale fédérale. Par suite d'une recommandation de la Direction de l'audit et de l'évaluation, l'équipe chargée du Recensement de l'agriculture a communiqué avec ses principaux clients, plusieurs mois avant la diffusion officielle des données, afin de déterminer leurs besoins en matière de données. Des totalisations personnalisées ont été préparées et celles-ci ont été transmises aux clients le jour de la diffusion officielle. Par ailleurs, la mise en place d'un outil de diffusion optimisée a donné lieu à une réduction importante du

nombre de téléchargements requis pour accéder à des données équivalentes à celles du cycle précédent, ce qui n'avait pas été tenu en compte lors de l'établissement de la cible pour cet indicateur.

Des efforts sont en cours pour préparer le prochain Recensement de l'agriculture. Une série de consultations ont été menées auprès de 49 ministères et organismes gouvernementaux et organismes agricoles concernant la pertinence du Recensement de l'agriculture, afin de déterminer comment il répond à leurs besoins et de définir le contenu du prochain cycle. Au total, 91 documents électroniques concernant le contenu du prochain recensement ont été reçus de divers groupes du secteur. La première ronde d'essais du nouveau contenu a eu lieu avec les exploitations agricoles.

Le programme du Recensement de l'agriculture de 2021 correspond à la vision de Statistique Canada quant aux nouvelles façons d'obtenir des données, afin d'aller au-delà de la méthode traditionnelle d'enquête, de trouver de nouveaux moyens d'intégrer les données provenant de différentes sources et de produire des données plus faciles à consulter pour qu'un plus grand nombre de Canadiens puissent prendre des décisions fondées sur des données probantes. À cette fin, les responsables du programme du Recensement de l'agriculture ont entrepris l'harmonisation des méthodes, des concepts et du processus utilisés dans le cadre du programme de la Statistique économique et environnementale afin de faciliter l'analyse des données intégrées pour un plus grand nombre d'utilisateurs, ainsi que d'améliorer l'accès aux données. On a aussi entrepris l'élaboration et la mise à l'essai d'un outil de collecte convivial, entièrement personnalisé en fonction des besoins de chaque répondant, compte tenu des données administratives disponibles, ainsi que l'acquisition et l'évaluation d'autres sources de données pour remplacer la collecte de variables pour le recensement.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cible	Date à laquelle la cible a été atteinte	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016
Les Canadiens et les décideurs publics se servent des données provenant du Recensement de la population et du	Nombre de produits analytiques et de produits de données consultés pour le Recensement de la population ¹	22 500 000	31 mars 2018	31 606 949	9 392 945	Non disponible ²

Recensement de l'agriculture pour prendre des décisions éclairées.	Nombre de produits analytiques et de produits de données consultés pour le Recensement de l'agriculture	500 000	31 mars 2018	343 261	472 333	Non disponible ²
	Pourcentage des enquêtes dont les métadonnées sont à jour dans la Base de métadonnées intégrée	100 % des programmes statistiques ont été jugés « entièrement conformes » pour tous les éléments de métadonnées précisés dans la Directive sur la documentation des métadonnées statistiques ³	31 mars 2018	100 %	100 %	67 %
	Pourcentage de guides de référence techniques mis à jour	100 % des guides de référence techniques obligatoires sont entièrement conformes et 100 % des nouveaux guides de référence techniques déterminés comportent une feuille de route	31 mars 2018	100 %	100 %	100 %

1. La définition d'indicateur englobe l'analyse des tendances Web, y compris le nombre de consultations de pages Web (nombre d'accès à une page URL) et de téléchargements (nombre d'accès à un fichier déterminé [p. ex. PDF, EXE, XLSX]). Ces données excluent les employés de Statistique Canada au travail, ainsi que les robots d'indexation, les araignées et les collecteurs qui ont pu être repérés.
2. Lorsque les résultats réels sont considérés comme étant « non disponibles », cela signifie que l'indicateur n'existe pas pour l'exercice visé.
3. La Directive sur la documentation des métadonnées statistiques de Statistique Canada définit tous les éléments de métadonnées qui doivent être déclarés pour chaque programme d'enquête et chaque programme statistique de Statistique Canada, y compris les mesures de l'exactitude, les variables et les classifications. Une exemption relative à la déclaration des métadonnées pour les tableaux des indicateurs d'exactitude (p. ex. les tableaux des coefficients de variation), les variables et les classifications a été approuvée pour 2017-2018 par le Comité des méthodes et des normes.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

	Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2017-2018
Dépenses brutes	52 610 877	52 610 877	70 433 949	70 173 824	17 562 947
Revenus disponibles	-7 974 616	-7 974 616	-7 974 616	-7 974 616	0
Dépenses nettes	44 636 261	44 636 261	62 459 333	62 199 208	17 562 947

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

	Nombre d'ETP prévus 2017-2018	Nombre d'ETP réels 2017-2018	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) 2017-2018
Dépenses brutes	497	659	162
Revenus disponibles	-6	-6	0
Dépenses nettes	491	653	162

Les écarts sont principalement attribuables au report du budget de 2016-2017 à 2017-2018, en vue de poursuivre les investissements dans les innovations du recensement. Cet écart est contrebalancé en partie par le report du budget de 2017-2018 à 2018-2019. Compte tenu de la nature cyclique du Programme du recensement, il se peut que son budget et son profil des dépenses varient d'une année à l'autre.

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur de Statistique Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Programme 4 : Infrastructure statistique

Description

Dans le cadre du programme de l'Infrastructure statistique, Statistique Canada administre les activités et les services pour assurer la solidité du système statistique. Ces activités et services comprennent la mise au point de méthodes statistiques rigoureuses, de concepts et de classifications normalisés; l'élaboration et la production d'information sur les enquêtes et les programmes statistiques de l'organisme; l'établissement et la tenue de registres d'entreprises et d'adresses à des fins statistiques. Les activités et les services incluent également la collecte de données pour les enquêtes de Statistique Canada, la production des publications du catalogue de Statistique Canada, les bases de données en ligne et la diffusion au moyen du bulletin officiel de Statistique Canada. De plus, le programme assure la coordination des aspects du Processus intégré de planification stratégique de l'organisme, qui veille au maintien de la continuité et de la qualité des programmes.

Résultats

Les responsables du programme de l'Infrastructure statistique ont entrepris l'élaboration d'une plateforme de gestion des données stratégiques pour Statistique Canada, laquelle sera axée sur des registres statistiques de base pour les particuliers, les immeubles et les entreprises. Le projet comprenait l'achèvement de la première version du Registre statistique des immeubles, la détermination des possibilités de remplacement des données du recensement par des données administratives, et la réalisation d'étapes cruciales pour tirer parti du plein potentiel analytique du Registre des entreprises, en créant une base de données longitudinale des entreprises.

Dans le domaine de la géomatique, de nouveaux dispositifs de transposition des cartes en données, pour la visualisation, la recherche et l'analyse géospatiales, ont été diffusés sur le site Web de Statistique Canada. On a adopté l'imagerie par satellite afin de valider le Réseau routier national, ainsi que de confirmer l'existence de nouvelles structures dans les bases de sondage sur les logements et les immeubles, lesquelles sont utilisées pour le dénombrement du recensement et l'échantillonnage d'enquête. Ces mesures ont permis de réduire le nombre de visites sur place. Les agents sur le terrain recueillent les coordonnées GPS au moyen de dispositifs manuels afin d'améliorer la collecte d'enquête et le registre des immeubles. Dans le cas des interviews sur place assistées par ordinateur, les intervieweurs sont en mesure de localiser les logements de manière plus précise grâce à ces dispositifs.

En 2017-2018, les responsables du programme de l'Infrastructure statistique ont maintenu et élargi l'accès aux actifs de données stratégiques, comme les produits de données fiscales. Par ailleurs, ils ont élargi l'accès à de nouvelles sources de données portant sur 13 thèmes différents (p. ex. l'enregistrement foncier, l'évaluation foncière, l'enregistrement des véhicules et la consommation d'électricité) afin de répondre aux besoins émergents en matière de données des programmes statistiques. Les responsables du programme ont notamment procédé à de

nombreuses acquisitions de données pour appuyer le Programme du recensement, ainsi que pour assurer le suivi de projets exploratoires : Vers la mesure du cannabis, Programme de la statistique du logement canadien et mesure de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux au Canada.

De nombreux ateliers sur l'interprétation et l'analyse des données ont été offerts, y compris l'Atelier d'interprétation des données et Analyse 101 : Faire parler les chiffres. Dans le domaine de la statistique des entreprises, économique et sociale, le Programme intensif sur les statistiques économiques, le Cours de base sur les enquêtes-entreprises et l'Aperçu du processus d'enquête ont été offerts. Les participants comprenaient des employés de Statistique Canada, ainsi que des employés de ministères fédéraux, comme Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada; Services partagés Canada; et l'Agence du revenu du Canada. Tous les programmes de formation de Statistique Canada sont maintenant offerts aux participants d'autres ministères et organismes fédéraux.

Les responsables du programme ont lancé 110 ententes d'acquisition de données et en ont complété la moitié avec succès au cours de la période de référence, ce qui constitue une réalisation majeure, compte tenu de la complexité des ententes qui peuvent facilement s'étendre sur plus de 12 mois. Ce résultat a été obtenu en partie grâce à l'engagement des responsables du programme à améliorer leur stratégie de communication pour donner suite aux préoccupations des fournisseurs de données et grâce aux travaux de collaboration avec ces derniers afin d'obtenir des résultats avantageux pour tous.

Parmi les défis émergents figure le renforcement de la capacité de réponse de Statistique Canada, afin de donner suite à l'évolution des contextes de gestion de l'information et des technologies de l'information associée aux nouveaux produits de données. Cela comprend la mise en œuvre de processus opérationnels efficaces (comme la transmission, le chiffrement et l'intégration des données) qui nécessitent de nouvelles solutions au chapitre des technologies de l'information, tout en respectant les exigences en matière de protection des renseignements personnels, de sécurité et de confidentialité. À cette fin, Statistique Canada a mis en œuvre de nouveaux protocoles pour le transfert des données en 2017-2018.

Le programme de diffusion de Statistique Canada est étroitement lié aux autres programmes statistiques. En 2017-2018, Statistique Canada a mis en œuvre neuf portails offrant de nouvelles façons d'accéder aux données et de les visualiser, ce qui a permis aux Canadiens d'avoir à leur disposition davantage de données, et ce, de façon plus conviviale. Parmi d'autres initiatives figure le lancement d'interfaces de programmation d'applications, lesquelles permettent un accès direct aux fonds de données agrégées de Statistique Canada. Par ailleurs, le remaniement récent du site Web de Statistique Canada a permis d'améliorer les fonctions de navigation de ses fonds de données importants et le passage de Statistique Canada à un environnement consolidé pour les tableaux de données.

Statistique Canada continue d'assurer le développement d'un modèle de données ouvertes en rendant toutes ses statistiques disponibles dans la composante de données ouvertes du Portail du gouvernement ouvert, conformément à la lettre de mandat du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Statistique Canada est l'organisme qui contribue le plus à l'élaboration des fichiers de données non géospatiales. En 2017-2018, Statistique Canada a collaboré étroitement avec le Conseil du Trésor du Canada afin de faciliter la transition de la gestion des services vers le portail. Statistique Canada a aussi collaboré étroitement avec les ministères et organismes gouvernementaux afin de les aider à publier leurs données dans le portail et d'en faciliter l'accès.

En ce qui a trait aux indicateurs de rendement, tous les programmes font appel à la méthodologie, à l'Infrastructure statistique et aux Services statistiques opérationnels de Statistique Canada. Toutes les cibles ont été atteintes, et les résultats des années précédentes ont été maintenus. Ces réalisations sont importantes puisqu'elles contribuent à assurer la qualité et l'uniformité des programmes de Statistique Canada, ainsi qu'à renforcer l'efficacité du système statistique.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cible	Date à laquelle la cible a été atteinte	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016
Une infrastructure de services et d'activités statistiques est administrée afin d'assurer un système statistique efficace.	Pourcentage de programmes directement supportés par les services de méthodologie	100 %	31 mars 2018	100 %	100 %	100 %
	Pourcentage de programmes utilisant les services d'infrastructure statistique	100 %	31 mars 2018	100 %	100 %	100 %
	Pourcentage de programmes utilisant les services statistiques opérationnels	100 %	31 mars 2018	100 %	100 %	100 %

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2017-2018
120 393 990	120 393 990	187 524 272	158 009 374	37 615 384

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

Nombre d'ETP prévus 2017-2018	Nombre d'ETP réels 2017-2018	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) 2017-2018
888	929	41

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles s'explique principalement par ce qui suit :

- rémunération rétroactive versée par suite de la ratification de nouvelles conventions collectives;
- report du budget de 2016-2017 à 2017-2018, afin de permettre à Statistique Canada de répondre aux besoins de ses programmes cycliques, ainsi que d'investir dans ses plans stratégiques et de maintenir la qualité de ses programmes (tout au long de l'année, les crédits inutilisés et les fonds reportés de tous les programmes sont gérés de façon centralisée à l'intérieur du programme de l'Infrastructure statistique afin de faciliter la planification des priorités).

La hausse des ETP s'explique aussi par le report du budget de 2016-2017 à 2017-2018.

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur de Statistique Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables

Description

Dans le cadre du programme des Services statistiques à frais recouvrables, Statistique Canada produit des services statistiques de grande qualité à frais recouvrables, sur demande, afin de répondre aux besoins spécifiques des institutions fédérales, provinciales et territoriales et d'autres clients qui ne sont pas satisfaits par le programme statistique de base.

Résultats

Les Services statistiques à frais recouvrables contribuent grandement à la réalisation du mandat de l'organisme, en établissant des partenariats ainsi qu'en apportant des réponses aux besoins particuliers des clients en matière d'information. Le programme des Services statistiques à frais recouvrables a poursuivi son expansion et sa diversification en vue d'inclure des études sur l'évaluation et la faisabilité des données et des programmes. Statistique Canada mène aussi des projets d'analyse et de recherche pour des ministères et organismes fédéraux et produit des rapports, des cartes et des documents de recherche, en plus d'assurer l'intégration des données, comme les couplages d'enregistrements et les microsimulations. Les projets contribuent à l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes et sont définis en collaboration avec des intervenants externes.

Des méthodes de pointe sont élaborées dans le domaine de la recherche concernant l'environnement bâti, les renseignements sur les particuliers étant intégrés avec d'autres facteurs, y compris le lieu où ils vivent. Les principaux clients du programme des Services statistiques à frais recouvrables sont la Banque du Canada; Innovation, Sciences et Développement économique Canada; Affaires mondiales Canada; le Conseil de recherches en sciences humaines; Condition féminine Canada; Santé Canada; l'Agence de la santé publique du Canada; Affaires autochtones et du Nord Canada; Emploi et Développement social Canada; Anciens Combattants Canada; Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Par ailleurs, afin d'accroître l'efficacité, Statistique Canada a élaboré l'infrastructure d'enquête Rapidonnées, qui a servi à fournir des données concernant la crise des opioïdes au moment opportun. Statistique Canada collabore aussi avec des partenaires pour se positionner en vue de rendre compte d'enjeux liés aux nouvelles lois et d'en assurer le suivi, comme l'aide médicale à mourir et les répercussions sur les plans social, juridique et sanitaire de la légalisation du cannabis.

Dans le contexte de l'ACS+, en 2017-2018, Statistique Canada a mené plusieurs projets de recherche à frais recouvrables sur les sexes (p. ex. sur les femmes dans des postes de direction, le cyberharcèlement, ainsi que le pouvoir et la prise de décisions à l'intérieur des ménages) financés par Condition féminine Canada.

Les programmes d'accès aux microdonnées de Statistique Canada se sont révélés efficaces pour promouvoir la recherche en sciences sociales, en santé et en économie réalisée au moyen de sources de données canadiennes. Ces programmes d'accès comprennent l'Initiative de démocratisation des données, l'accès à distance en temps réel, le Centre canadien d'élaboration de données et de recherche économique, les centres de données de recherche et le Centre fédéral de données de recherche. Ces dispositions ont permis d'augmenter le nombre de fichiers accessibles pour la recherche de près de 30 %. L'outil d'accès à distance en temps réel a été amélioré grâce à de nouvelles fonctions qui ont permis de maximiser son utilité.

Statistique Canada a pu accroître la disponibilité des données en élargissant le nombre et les types de fichiers qui sont accessibles dans les centres de données de recherche de Statistique Canada — un programme de partenariat avec le Réseau canadien des centres de données de recherche, lequel est appuyé conjointement par les conseils subventionnaires et les universités hôtes au Canada. Les nouveaux types de données comprennent des données administratives des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, des ensembles de données couplées et des données sur les entreprises.

Parmi les projets d'intérêt liés à la Statistique économique et environnementale figure l'élaboration de l'Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime. L'Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise a été menée, et les estimations seront publiées à partir de 2018 jusqu'à la fin de 2019. Parmi les projets importants liés à la Statistique socioéconomique figurent l'Enquête sur les postes vacants et les salaires, l'Enquête auprès des peuples autochtones et l'Enquête canadienne sur l'incapacité, ainsi que le projet Analyse de la population active chez les Inuits du Nunavut. L'organisme a également mené le Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux de 2017.

Plusieurs projets d'analyse ont été diffusés ou lancés en 2017-2018, dans le cadre du programme de Services à frais recouvrables. Ils portaient sur des sujets comme la situation économique des immigrants appartenant à des minorités de langue officielle, les langues au Nunavut, les langues de travail au Québec, le portrait des langues au Québec et les caractéristiques des travailleurs de langue française dans l'agriculture et l'industrie agroalimentaire. Les projets ont été financés par divers partenaires à l'échelle fédérale et provinciale. En outre, plus de 30 projets de couplage d'enregistrements ont été réalisés et ont donné lieu à 44 nouveaux fichiers de données couplées aux fins d'analyse qui ont été mis à la disposition des chercheurs.

Statistique Canada soutient et favorise le développement global des capacités statistiques. Par exemple, l'organisme collabore avec Affaires mondiales Canada afin d'apporter de l'aide technique dans les Caraïbes. Le projet comprend la collaboration avec 14 pays des Caraïbes pour élaborer une approche régionale, en vue d'améliorer la capacité de répondre aux besoins en matière de données de tous les pays. Statistique Canada a aussi mené une série de missions d'aide technique et de renforcement de la capacité statistique au Sénégal, afin d'améliorer la

gouvernance statistique, de produire et de communiquer des indicateurs socioéconomiques clés de grande qualité et de favoriser l'utilisation des statistiques grâce à une politique inclusive fondée sur les résultats.

En outre, l'organisme continuera de contribuer au Partenariat statistique au service du développement au XXI^e siècle (PARIS21), qui favorise la mise en place de dispositions législatives statistiques et de pratiques exemplaires reconnues à l'échelle internationale pour la collecte et l'analyse des données.

Du point de vue des indicateurs de rendement, Statistique Canada a dépassé ses objectifs pour la valeur des contrats à frais recouvrables, tant pour les Enquêtes statistiques et services connexes que pour les demandes personnalisées et ateliers. Les résultats de 2017-2018 ont dépassé ceux de 2016-2017, dans des proportions de 17 % et de 23 %, respectivement. L'intérêt accru à l'égard des services de Statistique Canada laisse supposer qu'ils demeurent pertinents et qu'ils continuent de répondre aux demandes des clients. Les résultats relatifs aux fichiers de microdonnées ont aussi dépassé la cible à atteindre; il s'agit d'un nouvel indicateur pour le programme, ce qui fait que les résultats historiques n'étaient pas confirmés au moment où la cible a été fixée. Le tableau ci-après indique que les résultats se sont améliorés chaque année de 2015-2016 à 2017-2018 et que les cibles ont été dépassées.

Résultats atteints

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cible	Date à laquelle la cible a été atteinte	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016
Les décideurs gouvernementaux, les institutions et les clients du secteur privé utilisent les services à frais recouvrables de Statistique Canada.	Valeur des contrats à frais recouvrables exécutés par Statistique Canada — enquêtes statistiques et services connexes ¹	102 891 203 \$	31 mars 2018	117 508 303 \$	100 231 004 \$	89 956 980 \$
	Valeur des contrats à frais recouvrables exécutés par Statistique Canada — Demandes personnalisées et ateliers ¹	3 928 570 \$	31 mars 2018	4 354 583 \$	3 536 241 \$	4 385 410 \$

1. La valeur des contrats à frais recouvrables présentés ci-dessus est fondée sur les principes d'établissement des coûts et de comptabilité à l'échelle du gouvernement. Ces valeurs peuvent différer des dépenses réelles figurant dans le tableau des ressources financières budgétaires, qui font l'objet d'un traitement comptable différent.

Résultats attendus	Indicateurs de rendement	Cible	Date à laquelle la cible a été atteinte	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Résultats réels 2015-2016
Les décideurs gouvernementaux, les universités, les autres institutions et les clients du secteur privé ont accès aux services appropriés qui permettent l'accès aux fichiers de microdonnées qui répondent à leurs besoins.	Nombre d'établissements postsecondaires, d'organismes gouvernementaux et d'autres organisations qui ont accès aux fichiers de microdonnées	110	31 mars 2018	138	126	131
Les décideurs gouvernementaux, les institutions et les clients du secteur privé ont accès à des fichiers de microdonnées disponibles soumis à des contrôles de confidentialité et de protection des renseignements ainsi qu'à des fichiers de microdonnées à grande diffusion (FMGD) pour répondre à leurs besoins, tels que présentés dans les requêtes auprès des centres de données de recherche, du Centre fédéral de données de recherche, de l'accès à distance en temps réel, de l'Initiative de démocratisation des données et de l'accès à la collection des FMGD.	Nombre de cycles de fichiers de microdonnées et de fichiers de microdonnées à grande diffusion disponibles pour les établissements d'enseignement postsecondaire canadiens, les centres de données de recherche et d'autres institutions	2 050	31 mars 2018	3 151	2 431	2 028
Les décideurs gouvernementaux, les institutions et les clients du secteur privé utilisent les services de saisie et d'imagerie des données, de codage et d'accès aux fichiers de microdonnées de Statistique Canada, qui peuvent être personnalisés afin de répondre à leurs besoins.	Pourcentage de composantes des Ententes de services pour les opérations de collecte qui sont respectées (frais recouvrables)	90 %	31 mars 2018	96 %	97 %	93 %

Ressources financières budgétaires (en dollars)

	Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2017-2018
Dépenses brutes	124 585 384	124 585 384	124 816 528	116 473 811	-8 111 573
Revenus disponibles	- 112 025 384	- 112 025 384	- 112 025 384	- 103 682 667	8 342 717
Dépenses nettes	12 560 000	12 560 000	12 791 144	12 791 144	231 144

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

	Nombre d'ETP prévus 2017-2018	Nombre d'ETP réels 2017-2018	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) 2017-2018
Dépenses brutes	1 010	1 245	235
Revenus disponibles	-1 010	-1 245	-235
Dépenses nettes	0	0	0

Le programme statistique de l'organisme dispose de deux sources de financement : les crédits parlementaires directs et les activités à frais recouvrables. Statistique Canada a le pouvoir de générer 120 millions de dollars annuellement. Depuis quelques années, les revenus « disponibles » provenant des activités à frais recouvrables représentaient entre 104 millions de dollars et 111 millions de dollars du total des ressources budgétaires de l'organisme par année. Cette année, les revenus qui ont été générés ont fourni des fonds pour environ 1 250 ETP dans le cadre du programme des Services statistiques à frais recouvrables.

Conformément aux normes de présentation pangouvernementales, tous les chiffres indiqués dans le tableau « Ressources financières budgétaires (en dollars) » sont exempts de revenus disponibles. Comme l'indique le tableau, les dépenses brutes moins les revenus disponibles ont fait en sorte que des postes législatifs ont été attribués au programme.

L'écart entre les ETP prévus et les ETP réels s'explique par la plus grande portion des revenus disponibles attribuée aux salaires. De plus, le nombre d'ETP varie légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés utilisés dans les calculs à l'étape de la planification.

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur de Statistique Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Services internes

Description

On entend par services internes les groupes d'activités et de ressources connexes que le gouvernement fédéral considère comme des services de soutien aux programmes ou qui sont requis pour respecter les obligations d'une organisation. Les services internes renvoient aux activités et aux ressources de 10 catégories de services distinctes qui soutiennent l'exécution de programmes dans une organisation, sans égard au modèle de prestation des Services internes du ministère ou de l'organisme. Les 10 catégories de services sont les suivantes : services de gestion et de surveillance; services des communications; services juridiques; services de gestion des ressources humaines; services de gestion des finances; services de gestion de l'information; services des technologies de l'information; services de gestion des biens; services de gestion du matériel; services de gestion des acquisitions.

Résultats

Pour appuyer l'amélioration continue de la prestation des services internes, Statistique Canada a déployé des efforts pour rendre ses Services internes aussi efficaces que possible et pour faire en sorte qu'ils appuient l'exécution et les objectifs des programmes statistiques. Statistique Canada a amélioré ses capacités fondées sur des données probantes par rapport aux années précédentes.

Les améliorations se sont principalement produites grâce à des examens d'optimisation des activités et au recours à l'analyse des données; les Services internes ont aussi adopté l'analyse de données. En utilisant ses données internes (sur les finances, les achats, les ressources humaines et d'autres mesures liées aux services internes), Statistique Canada a intégré l'analyse de données à son processus de prise de décisions fondées sur des données probantes. Par exemple, l'organisme utilise l'analyse de données pour l'analyse, l'établissement des priorités et la résolution d'enjeux concernant les comptes créditeurs, y compris la rémunération des employés. L'analyse des données sur les ressources humaines appuie et oriente en outre le processus de prise de décisions fondées sur des données probantes. Statistique Canada a créé un outil de visualisation simple axé sur l'utilisateur, grâce à la technologie d'infonuagique, afin d'aider les gestionnaires à tirer rapidement parti des données qu'il faudrait autrement beaucoup de temps pour analyser. L'outil

comprenait des données tirées des quatre derniers cycles du Sondage auprès des fonctionnaires fédéraux et a permis l'analyse des tendances et l'examen ciblé des domaines d'intérêt, ainsi qu'une ventilation détaillée selon des caractéristiques démographiques.

Statistique Canada a continué de collaborer étroitement avec Services partagés Canada pour répondre aux exigences en matière de capacité et minimiser les risques liés aux capacités de l'infrastructure, par exemple, la protection de la technologie informatique essentielle contre les cybermenaces. Conformément à la Stratégie relative à la gestion de l'information et aux technologies de l'information du gouvernement du Canada, Statistique Canada a adopté une stratégie de priorité à l'infonuagique comme base d'une infrastructure des technologies de l'information moderne, sécuritaire, adaptable et efficace. Statistique Canada continue, en collaboration étroite avec Services partagés Canada, de s'éloigner des anciens centres de données. La transition vers une infrastructure définie par logiciel a été entreprise, et elle tire parti de modèles de déploiement modernes et de modèles en nuage, grâce notamment à des projets pilotes de visualisation et d'analyse en nuage. En outre, Statistique Canada procède à la création de services d'analyse de données puissants, qui comportent des composantes clés comme un centre de gestion des données et des services d'intégration de données, à l'aide de l'intelligence artificielle et de techniques d'apprentissage machine, ainsi que du traitement de données haute performance. Statistique Canada est bien placé pour jouer un rôle de chef de file dans la définition et l'établissement d'un gouvernement numérique, pour influencer la politique numérique et pour élaborer la stratégie numérique du Canada.

Parmi les autres projets importants qui ont réalisé des progrès en 2017-2018 figure la mise en œuvre de GCdocs à Statistique Canada, une initiative à l'échelle du gouvernement servant à gérer les renseignements non statistiques sur les activités des ministères et organismes. GCdocs englobe et permet d'automatiser plusieurs tâches liées à la gestion de l'information et des dossiers qui sont essentiels aux activités et aux programmes de l'organisme ainsi qu'au respect des règlements et des politiques sur l'information du gouvernement du Canada. Le projet devrait être terminé d'ici la fin de l'exercice 2018-2019.

Pour appuyer le programme de modernisation de Statistique Canada, une stratégie de gestion des talents pour cadres supérieurs a été lancée en 2017. Dans le cadre de cette stratégie, on a mis au point de nouveaux outils analytiques dynamiques de données en ressources humaines. Ces outils ont pour but d'évaluer les diverses facettes du « talent », dont les compétences en leadership, les connaissances spécialisées, les capacités opérationnelles et les compétences en gestion du changement. On a élaboré des outils qui regroupent des données démographiques traditionnelles et des données sur la planification de la relève avec de nouvelles matrices de données liées au leadership, au talent, aux compétences en affaires, à la satisfaction au travail, à l'innovation et à la culture. De tels outils montrent bien la puissance des couplages de données et de la visualisation de données.

Statistique Canada a mis en place un milieu de travail moderne et souple qui favorise une culture de l'innovation et de la connectivité, en améliorant la façon dont l'organisme tire parti de la technologie numérique et en encourageant la collaboration, la souplesse et l'efficacité à l'échelle du gouvernement. L'objectif de ce milieu de travail est d'améliorer l'état général de santé et de bien-être des employés, en étant inclusif, et en habilitant et responsabilisant les employés. Tout cela amène un changement de culture qui va dans le sens de la vision du gouvernement, en mettant l'accent sur l'établissement d'un milieu de travail réseauté et ouvert, l'adoption d'une approche pangouvernementale et la création d'effectifs compétents et performants. Statistique Canada est l'un des premiers organismes fédéraux à adopter les principes du milieu de travail axé sur les activités.

Milieu de travail moderne et flexible à Statistique Canada

La création d'un milieu de travail moderne et flexible à Statistique Canada exige de mettre l'accent sur trois valeurs clés :

- 1. Les gens : une main-d'œuvre en santé, engagée et productive.**
- 2. Les locaux : un milieu de travail comportant une variété d'aires de travail souples pour favoriser la collaboration.**
- 3. Les TI : un milieu de travail qui tire parti des technologies de l'information en vue d'atteindre les objectifs opérationnels.**

Afin de continuer à favoriser un milieu de travail sécuritaire, sain et inclusif, Statistique Canada a nommé un champion de l'intégrité et du respect, ainsi que des agents de la sensibilisation à l'intégrité et au respect. Les agents de la sensibilisation à l'intégrité et au respect sont des personnes-ressources neutres et impartiales avec qui les employés et les gestionnaires peuvent parler de valeurs et d'éthique, du Code de conduite, des conflits d'intérêts, des activités politiques, de la divulgation d'actes répréhensibles, ainsi que du harcèlement et de la discrimination. On favorise l'intégrité et le respect à Statistique Canada grâce à l'organisation d'activités telles qu'une campagne de sensibilisation, des séances de formation pour les employés ainsi que pour les agents de la sensibilisation, et un message annuel à tous les employés.

Le cadre intégré de Statistique Canada concernant la santé mentale en milieu de travail a été approuvé en 2017-2018. Il repose sur trois engagements, à savoir le changement de culture, le renforcement des capacités, ainsi que la mesure, l'établissement de rapports et l'amélioration continue. Parallèlement au lancement de son nouveau site Web interne sur la santé mentale en 2017, Statistique Canada a diffusé la deuxième édition du Passeport de la santé mentale. Celui-ci fournit aux employés de l'organisme de l'information, des outils et des ressources en matière de santé mentale et de bien-être, y compris des outils pour développer de bonnes habitudes pour la santé mentale. On y aborde une gamme de sujets, dont la gestion du stress, la spiritualité, la conciliation travail-vie personnelle, la résilience, les émotions fortes, les signes avant-coureurs, la méditation et l'exercice.

La diversité fait partie des valeurs de Statistique Canada, comme en témoigne une structure de gouvernance qui appuie la diversité et l'inclusion et qui est prioritaire parmi les cadres supérieurs

de l'organisme. Un lieu de travail inclusif est nécessaire pour atteindre les objectifs de Statistique Canada. Une initiative Espace positif est en place à Statistique Canada pour favoriser l'équité et la justice pour les personnes LGBTQ2+, tout comme la Section de l'équité en matière d'emploi et de la diversité, dont les employés désignés s'occupent des questions relatives à la promotion de la diversité et de l'inclusion en milieu de travail.

Cette année, des efforts particuliers faisant intervenir activement les cadres supérieurs ont été déployés pour sensibiliser les employés davantage. En 2017-2018, plusieurs activités se sont tenues dans le but de faire de la sensibilisation à divers enjeux et de réduire la discrimination, y compris un atelier sur l'intégrité et le respect, des activités dans le cadre de la Semaine de sensibilisation aux cultures autochtones, et la célébration de la Journée internationale des personnes handicapées.

Ressources financières budgétaires (en dollars)

Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Écart (dépenses réelles moins dépenses prévues) 2017-2018
64 907 612	64 907 612	72 748 592	72 064 636	7 157 024

Ressources humaines (équivalents temps plein ou ETP)

Nombre d'ETP prévus 2017-2018	Nombre d'ETP réels 2017-2018	Écart (nombre d'ETP réels moins nombre d'ETP prévus) 2017-2018
591	607	16

L'écart entre les dépenses prévues et les dépenses réelles est principalement attribuable aux facteurs suivants :

- l'augmentation des investissements dans les services de technologie de l'information (remboursement à Services partagés Canada);
- l'engagement de dépenses supplémentaires liées au soutien interne en technologie de l'information;
- les pressions supplémentaires relatives au système de paie du gouvernement;
- les hausses de salaires par suite de la ratification de nouvelles conventions collectives.

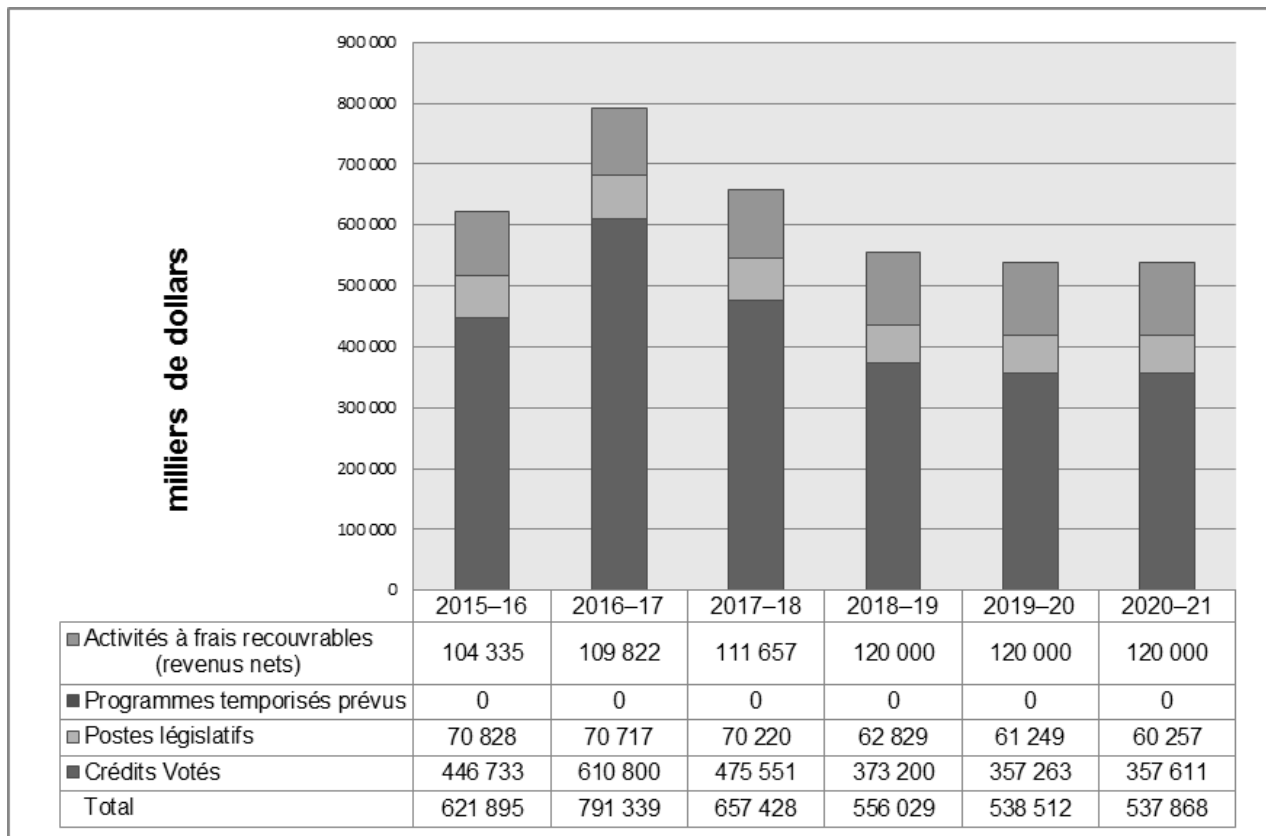
La différence entre les ETP prévus et les ETP réels résulte principalement des dépenses supplémentaires au titre du soutien interne en technologie de l'information et des pressions supplémentaires relatives au système de paie du gouvernement.

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur de Statistique Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Analyse des tendances en matière de dépenses et de ressources humaines

Dépenses réelles

Graphique des tendances relatives aux dépenses de l'organisme



Comme le montre le graphique des tendances relatives aux dépenses de l'organisme, les dépenses votées ont atteint un sommet en 2016-2017, au moment de la tenue du Recensement de la population de 2016 et du Recensement de l'agriculture de 2016, pour ensuite diminuer de façon marquée en 2017-2018, au moment où ces activités ont diminué progressivement. Un cycle de recensement typique couvre une période de sept ans au minimum et comprend des chevauchements de cycle. Le financement pour le Recensement de la population de 2021 et le Recensement de l'agriculture de 2021 n'est pas encore tenu en compte, ce qui amplifie la baisse du financement global du Programme du recensement. Les montants reportés du budget d'exploitation et les affectations bloquées ne sont pas inclus dans les dépenses prévues pour les prochaines années.

Les dépenses législatives de Statistique Canada ont trait au Régime d'avantages sociaux des employés. Elles sont tributaires des dépenses salariales prévues et fluctuent par conséquent de la

même façon que les dépenses votées. Statistique Canada est autorisé à produire 120 millions de dollars par année en revenus disponibles dans le cadre des activités à frais recouvrables.

Sommaire du rendement budgétaire pour les programmes et les Services internes (en dollars)

Programmes et Services internes	Budget principal des dépenses 2017-2018	Dépenses prévues 2017-2018	Dépenses prévues 2018-2019 *	Dépenses prévues 2019-2020 *	Autorisations totales pouvant être utilisées 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2017-2018	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2016-2017	Dépenses réelles (autorisations utilisées) 2015-2016
Statistique économique et environnementale	129 398 587	129 398 587	S.O.	S.O.	138 460 134	138 960 829	128 571 340	130 488 036
Statistique socioéconomique	99 153 760	99 153 760	S.O.	S.O.	101 143 836	101 745 964	99 346 940	101 784 521
Recensements	52 610 877	52 610 877	S.O.	S.O.	70 433 949	70 173 824	297 489 534	143 002 356
Infrastructure statistique	120 393 990	120 393 990	S.O.	S.O.	187 524 272	158 009 374	86 607 104	87 473 605
Services statistiques à frais recouvrables	124 585 384	124 585 384	S.O.	S.O.	124 816 528	116 473 811	101 847 543	96 359 919
Total partiel	526 142 598	526 142 598	S.O.	S.O.	622 378 719	585 363 802	713 862 461	559 108 437
Services internes	64 907 612	64 907 612	S.O.	S.O.	72 748 592	72 064 636	77 476 859	62 786 663
Total des dépenses brutes	591 050 210	591 050 210	S.O.	S.O.	695 127 311	657 428 438	791 339 320	621 895 100
Revenus disponibles	-120 000 000	-120 000 000	S.O.	S.O.	-120 000 000	-111 657 283	-109 822 159	-104 334 535
Total des dépenses nettes	471 050 210	471 050 210	S.O.	S.O.	575 127 311	545 771 155	681 517 161	517 560 565

* Statistique Canada a fait la transition vers un nouveau cadre ministériel des résultats pour 2018-2019; les renseignements concernant les dépenses prévues pour 2018-2019 et les années subséquentes sont disponibles dans le [Plan ministériel 2018-2019^{vi}](#) de Statistique Canada ou dans l'[InfoBase du GC](#).

Statistique Canada a deux sources de financement : les crédits parlementaires directs et les activités à frais recouvrables. L'organisme est autorisé à produire 120 millions de dollars par année en revenus disponibles dans deux secteurs : les enquêtes statistiques et les services connexes, ainsi que les demandes personnalisées et les ateliers. Depuis quelques années, les revenus disponibles provenant des activités à frais recouvrables représentaient de 104 millions de dollars à 111 millions de dollars par année du total des ressources budgétaires de l'organisme. Une part importante de ces revenus disponibles provient de ministères et d'organismes fédéraux et sert à financer des projets statistiques particuliers.

Les fluctuations des dépenses d'une année à l'autre présentées dans le tableau ci-dessus sont principalement attribuables au Programme du recensement, dont les activités ont atteint un sommet en 2016-2017, au moment de la tenue du Recensement de la population de 2016 et du Recensement de l'agriculture de 2016, pour ensuite diminuer de façon marquée en 2017-2018, au moment où ces activités ont diminué progressivement. Cette tendance est typique pour l'organisme en raison de la nature cyclique du Programme du recensement. En 2017-2018, les dépenses au titre du programme de l'Infrastructure statistique ont augmenté, en grande partie en raison de rajustements de salaire rétroactif par suite de la ratification de nouvelles conventions collectives et d'un règlement sur l'équité salariale touchant les Opérations des enquêtes statistiques.

La différence entre les dépenses réelles de 2017-2018 et les autorisations totales pouvant être utilisées pour 2017-2018 est attribuable en grande partie au processus de planification stratégique de Statistique Canada. L'organisme s'est servi du mécanisme de report du budget d'exploitation pour gérer la nature cyclique des opérations de programme normales, de manière à favoriser les priorités stratégiques de l'organisme et à maintenir la qualité des programmes existants. Tout au long de l'année, les crédits inutilisés prévus et les fonds reportés sont gérés de façon centralisée dans le cadre du programme de l'Infrastructure statistique, en fonction des priorités établies. Cette différence est aussi attribuable à un règlement sur l'équité salariale touchant les Opérations des enquêtes statistiques et à des changements au calendrier initial des paiements.

Les dépenses au titre des Services internes ont culminé temporairement en 2016-2017, alors que Statistique Canada faisait des investissements relativement à la modernisation de l'environnement de travail afin de contrebalancer les pressions actuelles en matière de locaux à l'échelle du gouvernement et de faciliter la mobilité du personnel. Les dépenses pour 2017-2018 comprenaient un investissement dans les services de technologie de l'information de Services partagés Canada.

Ressources humaines réelles

Sommaire des ressources humaines pour les programmes et les Services internes (équivalents temps plein ou ETP)

Programmes et Services internes	Équivalents temps plein réels 2015-2016	Équivalents temps plein réels 2016-2017	Équivalents temps plein prévus 2017-2018	Équivalents temps plein réels 2017-2018	Équivalents temps plein prévus 2018-2019 *	Équivalents temps plein prévus 2019-2020 *
Statistique économique et environnementale	1 384	1 435	1 376	1 477	S.O.	S.O.
Statistique socioéconomique	1 136	1 141	1 096	1 107	S.O.	S.O.
Recensements	1 087	1 444	497	659	S.O.	S.O.
Infrastructure statistique	954	765	888	929	S.O.	S.O.
Services statistiques à frais recouvrables	1 013	1 044	1 010	1 245	S.O.	S.O.
Total partiel	5 574	5 829	4 867	5 417	S.O.	S.O.
Services internes	586	653	591	607	S.O.	S.O.
Total des dépenses brutes	6 160	6 482	5 458	6 024	S.O.	S.O.
Revenus disponibles	-1 074	-1 078	-1 016	-1 251	S.O.	S.O.
Total des dépenses nettes	5 086	5 404	4 442	4 773	S.O.	S.O.

* Statistique Canada a fait la transition vers un nouveau cadre ministériel des résultats pour 2018-2019; les ETP prévus pour 2018-2019 et les années subséquentes sont disponibles dans le [Plan ministériel 2018-2019](#) de Statistique Canada ou dans l'[InfoBase du GC](#).

Le total des dépenses brutes prévues pour les ETP comprend quelque 200 ETP pour les fonctionnaires en poste au Canada à l'extérieur de la région de la capitale nationale. Ce montant comprend également 870 ETP pour les intervieweurs en poste à l'extérieur de la région de la capitale nationale (environ 1 800 intervieweurs). Les intervieweurs sont des travailleurs à temps partiel dont la semaine de travail désignée est déterminée par le volume de travail de collecte à effectuer. Ils sont embauchés en vertu de la Loi sur la statistique, sous l'autorité du ministre de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Les intervieweurs sont régis par deux conventions collectives distinctes et sont embauchés par l'intermédiaire des Opérations des enquêtes statistiques. Nombre des principaux produits de Statistique Canada reposent en grande partie sur la collecte et l'analyse de données et sur l'administration de ces activités.

Parmi les 870 ETP pour les intervieweurs, 328 ETP (environ 679 intervieweurs) sont financés à même les revenus disponibles.

La différence entre les ETP prévus et les ETP réels pour 2017-2018 est en grande partie attribuable au report à 2017-2018 du budget d'exploitation pour 2016-2017, afin de permettre à Statistique Canada de répondre aux besoins de ses programmes cycliques et de continuer d'investir dans la modernisation de l'environnement de travail. L'augmentation des dépenses est également attribuable à deux nouvelles initiatives comprises dans le Budget de 2017 et approuvées dans le cadre du processus du Budget supplémentaire des dépenses. Ces projets sont la mise en œuvre du Programme de la statistique du logement canadien et la mesure de l'augmentation du nombre de visiteurs internationaux au Canada. En outre, le nombre d'ETP varie légèrement en raison de l'écart entre les taux de salaires moyens versés et les taux de salaires moyens estimés utilisés dans les calculs à l'étape de la planification.

Dépenses par crédit voté

Pour obtenir de l'information sur les dépenses votées et les dépenses législatives de Statistique Canada, veuillez consulter les [Comptes publics du Canada 2017-2018](#)^{vii}.

Dépenses et activités du gouvernement du Canada

Des renseignements concernant l'harmonisation des dépenses de Statistique Canada avec les dépenses et les activités du gouvernement du Canada sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

États financiers et faits saillants des états financiers

États financiers

Les états financiers (non audités) de Statistique Canada pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 se trouvent sur le [site Web de Statistique Canada](#)^{viii}.

L'organisme utilise la méthode de comptabilité d'exercice intégrale pour la préparation et la présentation de ses états financiers annuels, lesquels font partie du processus de production de rapports sur les résultats ministériels. Toutefois, les autorisations de dépenses présentées dans les sections précédentes du présent rapport continuent de reposer sur la comptabilité des dépenses. Un rapprochement entre les bases de rapport figure dans la note 3 des états financiers.

Faits saillants des états financiers

État condensé des opérations (non audité) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2018 (en dollars)

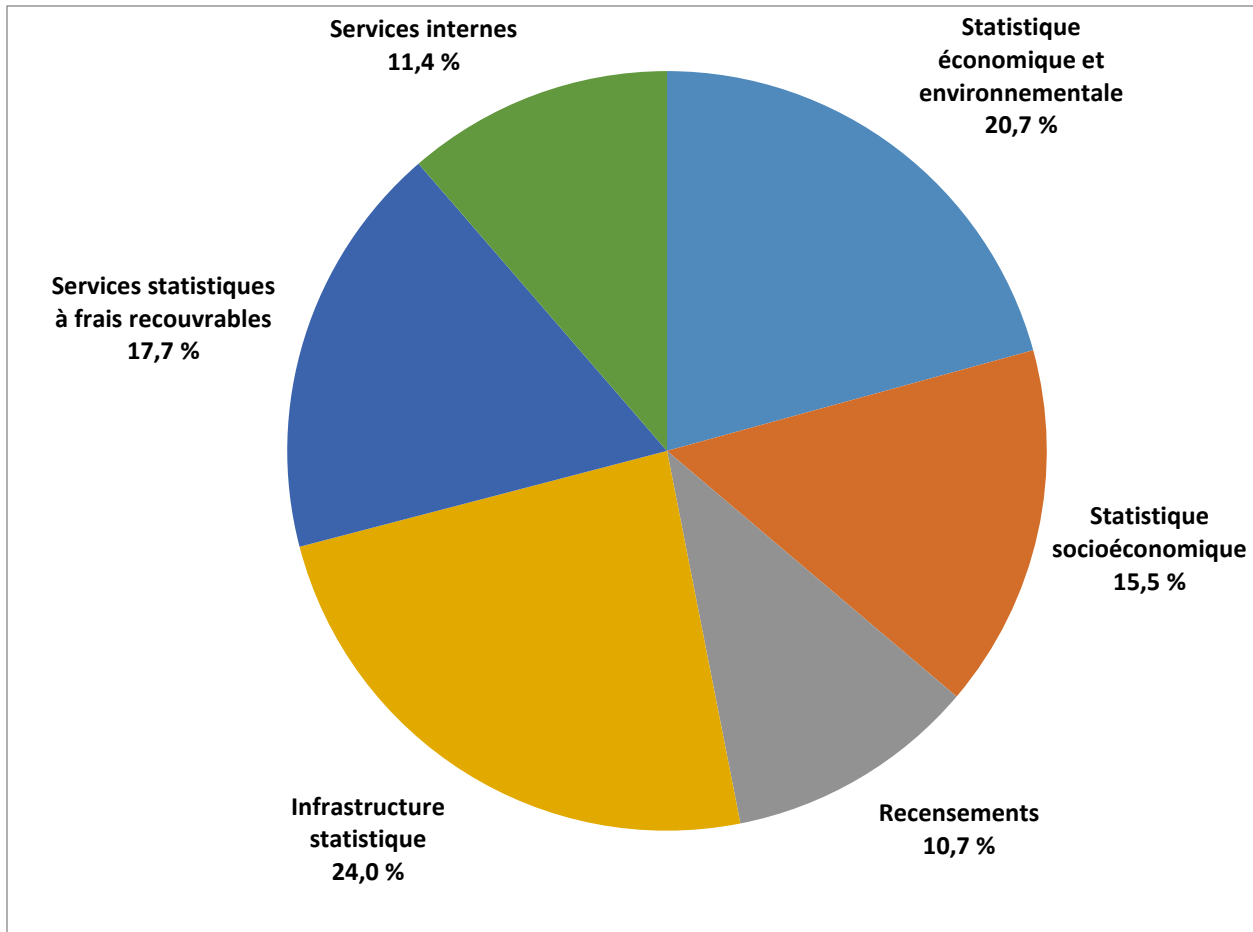
Information financière	Résultats prévus 2017-2018	Résultats réels 2017-2018	Résultats réels 2016-2017	Écart (résultats réels 2017-2018 moins résultats prévus 2017-2018)	Écart (résultats réels 2017-2018 moins résultats réels 2016-2017)
Total des dépenses	655 471 996	711 998 792	871 308 635	56 526 796	-159 309 843
Total des revenus	102 273 567	111 482 637	111 220 473	9 209 070	262 164
Coût de fonctionnement net avant le financement public et les paiements de transfert	553 198 429	600 516 155	760 088 162	47 317 726	-159 572 007

Le coût de fonctionnement net avant le financement public et les paiements de transfert s'est établi à 600,5 millions de dollars, soit une diminution de 159,6 millions de dollars (21,0 %) par rapport au coût de 760,1 millions de dollars enregistré en 2016-2017. Cette baisse des dépenses est principalement liée à la nature cyclique du Programme du Recensement de 2016, dont les activités ont culminé en 2016-2017.

La différence entre les coûts nets prévus et réels pour 2017-2018 est de 47,3 millions de dollars (8,6 %). Les dépenses ont été supérieures de 56,5 millions de dollars à ce qui avait été prévu. La majorité de cet écart est attribuable aux paiements salariaux versés au moment de la ratification des conventions collectives. Les revenus ont été supérieurs de 9,2 millions de dollars à ce qui avait été prévu, parce qu'un plus grand nombre de contrats que prévu ont été signés, principalement avec des ministères et organismes fédéraux.

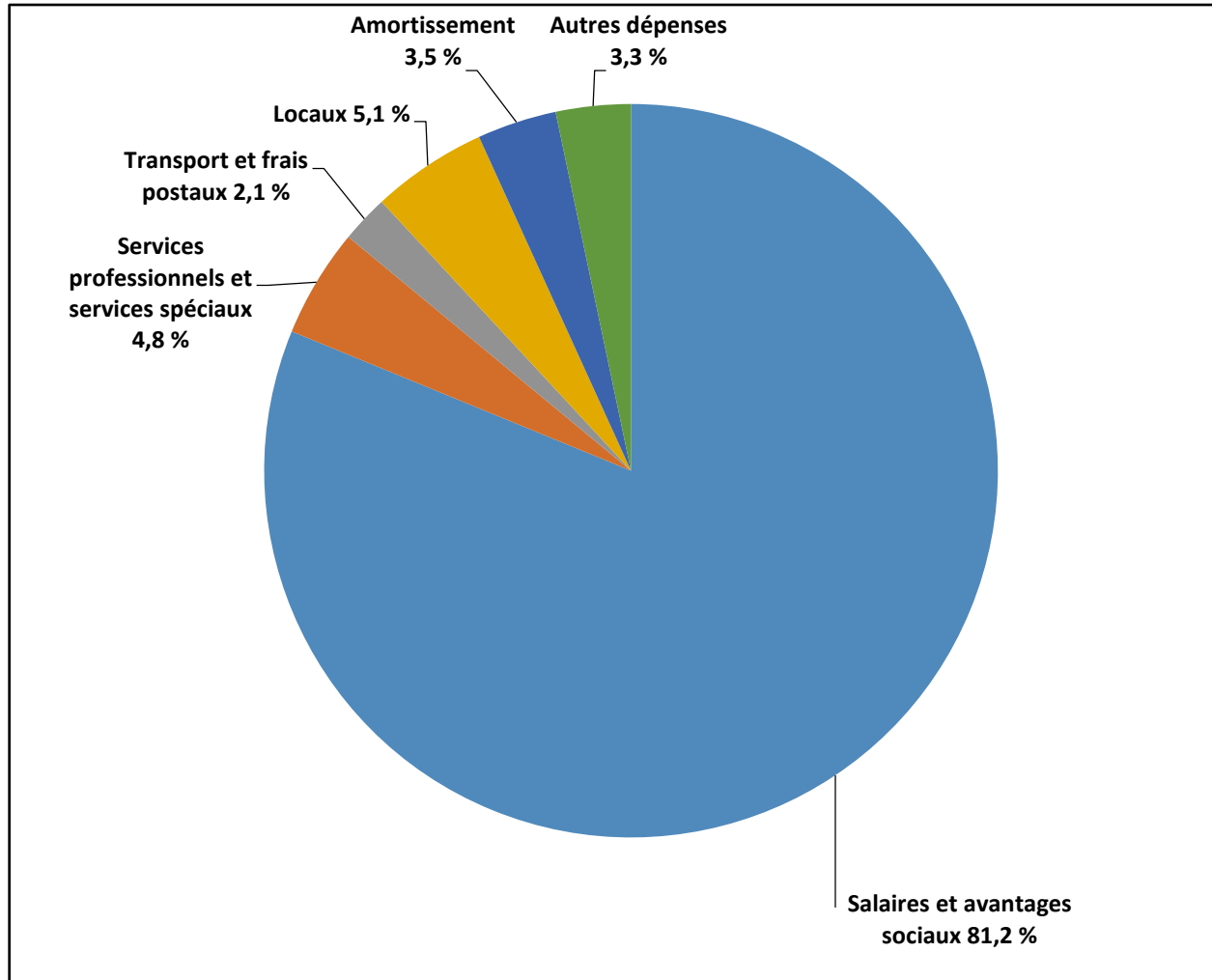
Pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des dépenses par activité de programme et par type de dépense, veuillez consulter les deux graphiques ci-dessous.

Dépenses brutes, par activité de programme



Les dépenses totales, y compris les revenus disponibles et les services fournis sans frais par les ministères et organismes fédéraux, ont totalisé 711,9 millions de dollars en 2017-2018. Ces dépenses comprenaient 171,1 millions de dollars (24,0 %) pour l'Infrastructure statistique, 147,6 millions de dollars (20,7 %) pour le programme de la Statistique économique et environnementale, 126,1 millions de dollars (17,7 %) pour les Services statistiques à frais recouvrables, 110,1 millions de dollars (15,5 %) pour le programme de la Statistique socioéconomique, 80,8 millions de dollars (11,4 %) pour les Services internes et 76,2 millions de dollars (10,7 %) pour les recensements.

Dépenses brutes, par type de dépense



Statistique Canada a dépensé 711,9 millions de dollars en 2017-2018. Ces dépenses comprennent 578,0 millions de dollars (81,2 %) pour les salaires et avantages sociaux, 36,6 millions de dollars (5,1 %) pour les locaux, 34,2 millions de dollars (4,8 %) pour les services professionnels et les services spéciaux, 25,0 millions de dollars (3,5 %) pour l'amortissement, 15,3 millions de dollars (2,1 %) pour le transport et les frais postaux et 22,8 millions de dollars (3,3 %) pour les autres dépenses.

État condensé de la situation financière (non audité) au 31 mars 2018 (en dollars)

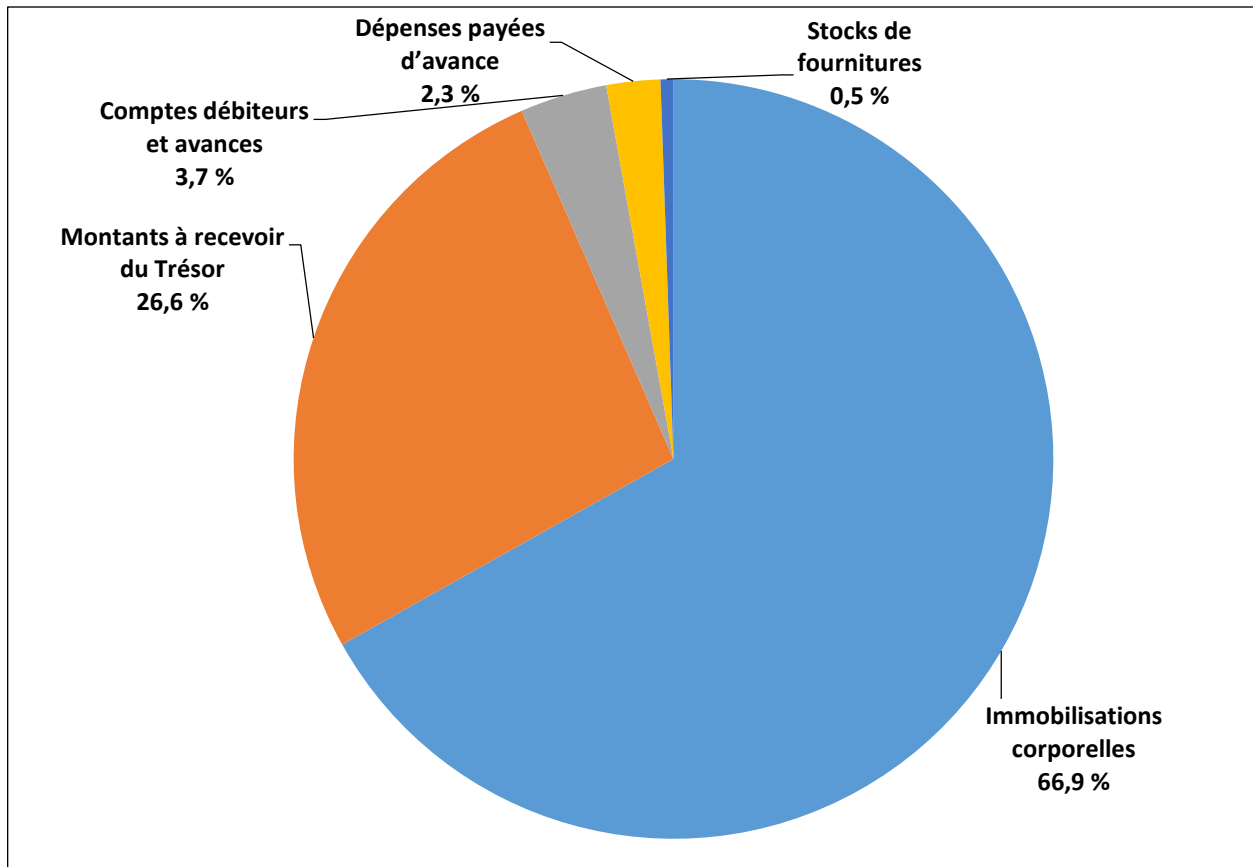
Information financière	2017-2018	2016-2017	Écart (2017-2018 moins 2016-2017)
Total des passifs nets	133 873 770	151 939 544	-18 065 774
Total des actifs financiers nets	70 807 866	72 972 937	-2 165 071
Dette nette de l'organisme	63 065 904	78 966 607	-15 900 703
Total des actifs non financiers	162 972 807	154 372 964	8 599 843
Situation financière nette de l'organisme	99 906 903	75 406 357	24 500 546

La situation financière nette de Statistique Canada s'établissait à 99,9 millions de dollars à la fin de 2017-2018, ce qui constitue une augmentation de 24,5 millions de dollars par rapport à la situation financière nette de 2016-2017 (75,4 millions de dollars).

L'évolution à la hausse de la situation financière nette de Statistique Canada s'explique principalement par deux facteurs, le premier étant une diminution de l'élément de passif des Opérations des enquêtes statistiques au titre de l'équité salariale par suite des paiements versés en 2017-2018 et le second, une augmentation des immobilisations corporelles.

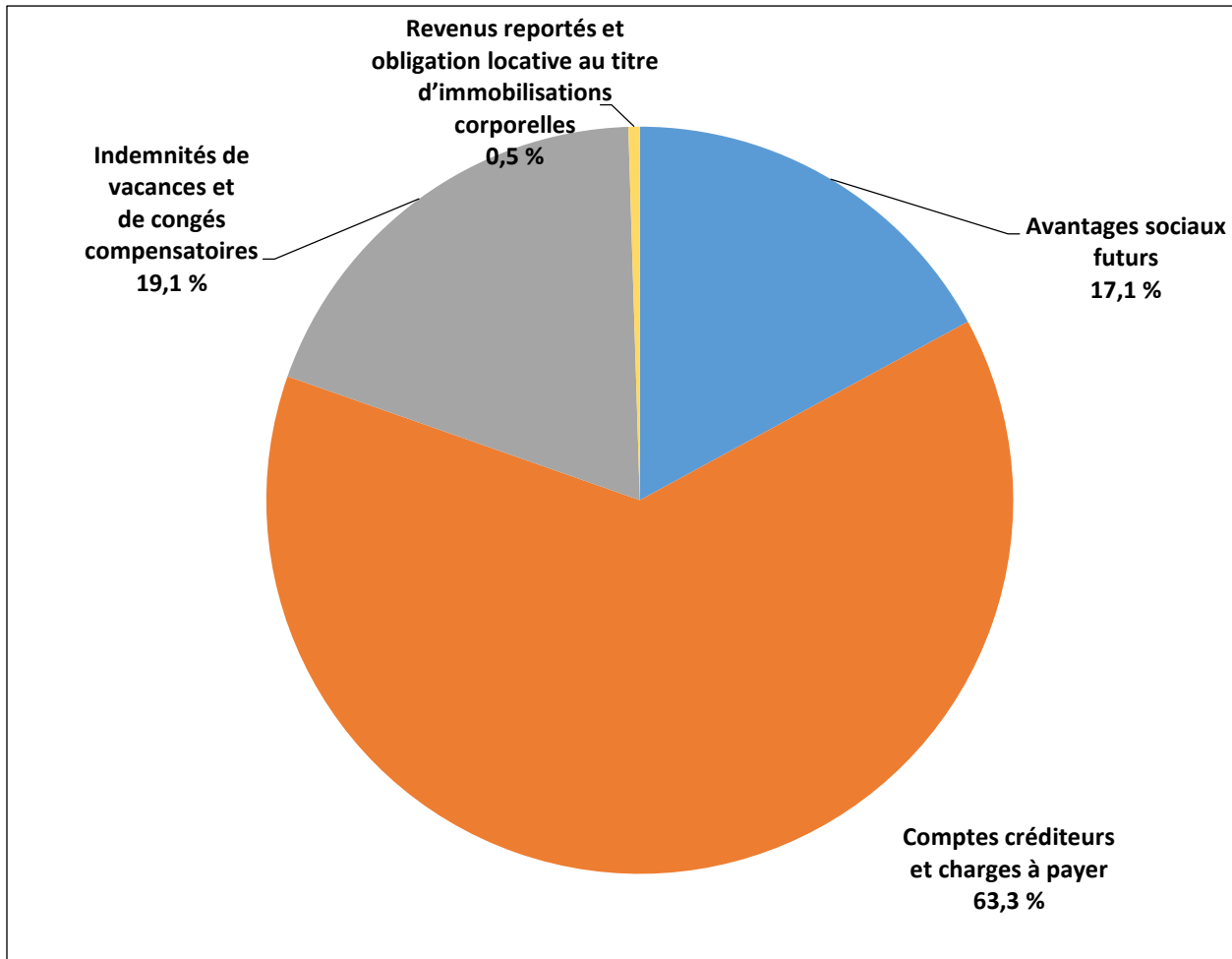
Pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des bilans dans l'état de la situation financière, veuillez consulter les deux graphiques ci-après.

Actifs, par type d'actif



Le total des actifs, y compris les actifs financiers et non financiers, s'établissait à 233,8 millions de dollars à la fin de 2017-2018. Les immobilisations corporelles représentent la partie la plus importante des actifs, soit 156,3 millions de dollars (66,9 %). Ces actifs comprennent les logiciels (76,4 millions de dollars), les logiciels en voie de développement (61,7 millions de dollars), les améliorations locatives (14,8 millions de dollars) et d'autres actifs (3,4 millions de dollars). La partie qui reste comprend les montants à recevoir du Trésor (62,1 millions de dollars) (26,6 %), les comptes débiteurs et avances (8,7 millions de dollars) (3,7 %), les dépenses payées d'avance (5,4 millions de dollars) (2,3 %) et les stocks de fournitures (1,3 million de dollars) (0,5 %).

Passifs, par type de passif



Le total des passifs s'élevait à 133,9 millions de dollars à la fin de 2017-2018, les comptes créditeurs et charges à payer représentant la part la plus importante du total, soit 63,3 %, ce qui correspond à 84,8 millions de dollars. Les comptes créditeurs et charges à payer comprennent les comptes créditeurs de tiers (39,7 millions de dollars), les comptes créditeurs d'autres ministères et organismes fédéraux (11,8 millions de dollars) et les salaires à payer (33,3 millions de dollars). La proportion suivante en importance est celle correspondant aux indemnités de vacances et de congés compensatoires, soit 19,1 % (25,6 millions de dollars), suivie de celle attribuable aux avantages sociaux futurs, soit 17,1 % (22,9 millions de dollars). La part restante se compose des revenus reportés et de l'obligation locative au titre d'immobilisations corporelles, soit 0,5 % (0,6 million de dollars).

Renseignements supplémentaires

Renseignements ministériels

Profil organisationnel

Ministre de tutelle : L'honorable Navdeep Bains, C.P., député fédéral

Administrateur général : Anil Arora

Portefeuille ministériel : Innovation, Sciences et Développement économique

Instruments habilitants :

- [Loi sur la statistique^{ix}](#)
- [Loi sur les déclarations des personnes morales^x](#)
- [Règlement sur les déclarations des personnes morales^{xi}](#)

Année d'incorporation ou de création :

Le Bureau fédéral de la statistique a été fondé en 1918. L'organisme a adopté la dénomination Statistique Canada en 1971, dans le cadre de la révision de la Loi sur la statistique.

Autres : En vertu de la Loi sur la statistique, Statistique Canada doit recueillir, compiler, analyser, dépouiller et publier des renseignements statistiques portant sur les activités commerciales, industrielles, financières, sociales, économiques et générales de la population du Canada et sur l'état de celle-ci.

Statistique Canada poursuit deux objectifs principaux :

- fournir des renseignements et des analyses statistiques sur la structure économique et sociale et sur le fonctionnement de la société canadienne comme fondement à l'élaboration, à l'exploitation et à l'évaluation de politiques et de programmes publics, pour faciliter la prise de décisions dans les secteurs public et privé, et pour le bien général de tous les Canadiens;
- promouvoir la qualité, la cohérence et la comparabilité internationale des statistiques canadiennes en collaborant avec d'autres ministères et organismes fédéraux ainsi qu'avec les provinces et les territoires, et en se conformant à des normes et des pratiques scientifiques fiables.

Statistique Canada a un bureau central à Ottawa et des bureaux régionaux partout au pays, notamment à Halifax, à Sherbrooke, à Montréal, à Toronto, à Sturgeon Falls, à Winnipeg, à Edmonton et à Vancouver. En outre, on retrouve 27 centres de données de recherche au pays. Dans ces centres, les chercheurs ont accès, depuis un milieu universitaire sécurisé, à des microdonnées provenant de programmes d'enquête auprès de la population et des ménages. Les Canadiens peuvent suivre l'organisme sur Twitter, Facebook et YouTube.

Cadre de présentation de rapports

Les résultats stratégiques et l'Architecture d'alignement des programmes pour 2017-2018 de Statistique Canada sont présentés ci-dessous.

Résultat stratégique 1 : Les Canadiens ont accès à des renseignements statistiques actuels, pertinents et de qualité sur l'économie et la société canadiennes en évolution qui servent à éclairer les débats de fond, la recherche et la prise de décisions sur des questions d'ordre social et économique.

Programme 1 : Statistique économique et environnementale

Sous-programme 1.1 : Comptes macroéconomiques

Sous-programme 1.2 : Statistique de l'industrie

Sous-programme 1.3 : Statistique économique des entreprises

Sous-programme 1.4 : Statistique de l'environnement

Sous-programme 1.5 : Analyse des statistiques économiques et environnementales

Programme 2 : Statistique socioéconomique

Sous-programme 2.1 : Statistique du travail, de l'éducation, du revenu et du tourisme

Sous-programme 2.2 : Statistique de la santé et de la justice

Sous-programme 2.3 : Statistique démographique, statistique autochtone et autres statistiques sociales

Sous-programme 2.4 : Analyse des statistiques socioéconomiques

Programme 3 : Recensements

Sous-programme 3.1 : Programme du Recensement de la population

Sous-programme 3.2 : Recensement de l'agriculture

Programme 4 : Infrastructure statistique

Sous-programme 4.1 : Services statistiques professionnels

Sous-programme 4.2 : Services statistiques opérationnels

Sous-programme 4.3 : Programme de la continuité et du maintien de la qualité

Résultat stratégique 2 : Les besoins particuliers des clients en matière de services statistiques de grande qualité, fournis en temps opportun, sont satisfaits.

Programme 5 : Services statistiques à frais recouvrables

Sous-programme 5.1 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique économique et environnementale

Sous-programme 5.2 : Services à frais recouvrables relatifs à la Statistique socioéconomique

Sous-programme 5.3 : Services à frais recouvrables relatifs aux Recensements

Sous-programme 5.4 : Services à frais recouvrables relatifs à l'Infrastructure statistique

Services internes

Renseignements connexes sur les programmes de niveau inférieur

Des renseignements sur les programmes de niveau inférieur sont disponibles dans l'[InfoBase du GC](#).

Tableaux de renseignements supplémentaires

Les tableaux de renseignements supplémentaires sur les sujets suivants sont accessibles sur le [site Web de Statistique Canada](#)^{xii}.

- ▶ Audits internes
- ▶ Évaluations
- ▶ Frais
- ▶ Réponse aux comités parlementaires et aux audits externes
- ▶ Stratégie ministérielle de développement durable

Dépenses fiscales fédérales

Il est possible de recourir au régime fiscal pour atteindre des objectifs de la politique publique, en appliquant des mesures spéciales, comme de faibles taux d'impôt, des exemptions, des déductions, des reports et des crédits. Le ministère des Finances Canada publie chaque année des estimations et des projections du coût de ces mesures dans le [Rapport sur les dépenses fiscales fédérales](#)^{xiii}. Ce rapport donne aussi des renseignements généraux détaillés sur les dépenses fiscales, y compris des descriptions, des objectifs, des renseignements historiques et des renvois aux programmes fédéraux de dépenses connexes. Les mesures fiscales présentées dans ce rapport relèvent du ministre des Finances.

Coordonnées de l'organisation

Courriel

STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone

(sans frais) 1-800-263-1136

(international) 1-514-283-8300

Télécopieur

1-514-283-9350

ATS

1-800-363-7629

Adresse postale

Statistique Canada

150, promenade Tunney's Pasture

Ottawa (Ontario) K1A 0T6

Site Web

www.statcan.gc.ca

Annexe : définitions

Analyse comparative entre les sexes plus (ACS+) (gender-based analysis plus [GBA+])

Démarche analytique qui sert à évaluer les répercussions potentielles des politiques, des programmes et des initiatives sur diverses populations de femmes, d'hommes et de personnes allosexuelles. Le symbole « plus » dans ACS+ signifie que l'analyse ne se limite pas aux différences biologiques (sexe) et à la construction sociale du sexe (genre). Plusieurs facteurs d'identité se recoupent pour faire de nous ce que nous sommes; l'ACS+ tient compte de nombreux autres facteurs d'identité, comme la race, l'origine ethnique, la religion, l'âge et l'incapacité mentale ou physique. Parmi les exemples de processus d'ACS+ figurent l'utilisation de données désagrégées selon le sexe, le genre et d'autres facteurs d'identité qui se recoupent dans l'analyse du rendement, ainsi que la détermination des répercussions du programme sur des groupes divers de personnes, en vue de rajuster ces initiatives pour les rendre plus inclusives.

approche participative (crowdsourcing)

L'approche participative consiste à recueillir des renseignements provenant d'une vaste communauté d'utilisateurs, ce qui peut contribuer à améliorer nos méthodes de collecte de données. L'approche repose sur le principe selon lequel chaque citoyen est un expert dans son milieu.

Architecture d'alignement des programmes (Program Alignment Architecture)

Répertoire structuré de tous les programmes d'un ministère ou organisme qui décrit les liens hiérarchiques entre les programmes et les résultats stratégiques auxquels ils contribuent.

cible (target)

Niveau mesurable du rendement ou du succès qu'une organisation, un programme ou une initiative prévoit atteindre dans un délai précis. Une cible peut être quantitative ou qualitative.

crédit (appropriation)

Autorisation donnée par le Parlement d'effectuer des paiements sur le Trésor.

dépenses budgétaires (budgetary expenditures)

Dépenses de fonctionnement et en capital; paiements de transfert à d'autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers; paiements à des sociétés d'État.

dépenses législatives (statutory expenditures)

Dépenses approuvées par le Parlement à la suite de l'adoption d'une loi autre qu'une loi de crédits. La loi précise les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées.

dépenses non budgétaires (non-budgetary expenditures)

Recettes et décaissements nets au titre de prêts, de placements et d'avances, qui modifient la composition des actifs financiers du gouvernement du Canada.

dépenses prévues (planned spending)

En ce qui a trait aux plans ministériels et aux rapports sur les résultats ministériels, les dépenses prévues s'entendent des montants approuvés par le Conseil du Trésor au plus tard le 1^{er} février. Elles peuvent donc comprendre des montants qui s'ajoutent aux dépenses prévues au Budget principal des dépenses.

Un ministère ou organisme doit connaître les autorisations qu'il a demandées et obtenues. La détermination des dépenses prévues relève du ministère ou de l'organisme, et ce dernier doit être en mesure de justifier les dépenses et les augmentations présentées dans son Plan ministériel et son Rapport sur les résultats ministériels.

dépenses votées (voted expenditures)

Dépenses approuvées annuellement par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Le libellé de chaque crédit énonce les conditions selon lesquelles les dépenses peuvent être effectuées.

environnement bâti (built environment)

L'environnement bâti désigne les espaces aménagés qui servent de cadre à l'activité humaine et dont la taille varie, allant des immeubles aux parcs.

équivalent temps plein (full-time equivalent)

Évaluation de la mesure dans laquelle un employé représente une année-personne complète en regard du budget ministériel. Les équivalents temps plein sont calculés selon un taux d'heures de travail assignées en relation aux heures normales de travail. Les heures normales de travail sont établies dans les conventions collectives.

évaluation (evaluation)

Au sein du gouvernement du Canada, collecte et analyse systématiques et neutres de données probantes en vue d'évaluer le bien-fondé, le mérite ou la valeur. L'évaluation guide la prise de décisions, les améliorations, l'innovation et la responsabilisation. Elle porte habituellement sur les programmes, les politiques et les priorités et examine des questions se rapportant à la pertinence, à l'efficacité et à l'efficience. Toutefois, selon les besoins de l'utilisateur, l'évaluation peut aussi examiner d'autres unités, thèmes et enjeux, notamment des solutions de rechange aux interventions existantes. L'évaluation se fait généralement à l'aide de méthodes de recherche en sciences sociales.

expérimentation (experimentation)

Activités qui visent à explorer, à vérifier et à comparer les effets et les répercussions des politiques, des interventions et des approches, afin d'éclairer la prise de décisions fondées sur des données probantes en déterminant ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

indicateur de rendement (performance indicator)

Moyen qualitatif ou quantitatif de mesurer un extrant ou un résultat en vue de déterminer le rendement d'une organisation, d'un programme, d'une politique ou d'une initiative par rapport aux résultats attendus.

initiative horizontale (horizontal initiative)

Initiative dans le cadre de laquelle au moins deux ministères ou organismes se voient accorder du financement pour atteindre un résultat commun, souvent associé à une priorité gouvernementale.

moissonnage Web (web scraping)

Le moissonnage Web sert à extraire des données de sites Web. Même s'il peut se faire manuellement au moyen d'un logiciel, le moissonnage Web se rapporte habituellement à des processus automatisés, mis en œuvre au moyen d'un logiciel de référence ou d'un robot Web. Des données précises sont recueillies et copiées à partir du Web en vue d'être récupérées ou analysées plus tard.

plan (plan)

Exposé des choix stratégiques qui montre comment une organisation entend réaliser ses priorités et obtenir les résultats connexes. De façon générale, un plan explique la logique qui sous-tend les stratégies retenues et tend à mettre l'accent sur des mesures qui se traduisent par des résultats attendus.

Plan ministériel (Departmental Plan)

Rapport sur les plans et le rendement attendu des ministères ou organismes appropriés au cours d'une période de trois ans. Les plans ministériels sont déposés au Parlement au printemps.

priorité (priority)

Plan ou projet qu'une organisation a choisi de cibler et dont elle rendra compte au cours de la période de planification. Il s'agit de ce qui importe le plus ou qui doit être fait en premier pour appuyer la réalisation du ou des résultats stratégiques souhaités.

priorités pangouvernementales (government-wide priorities)

Aux fins du Rapport sur les résultats ministériels 2017 2018, les thèmes de haut niveau qui présentent le programme du gouvernement issu du discours du Trône de 2015 (c'est à dire la croissance de la classe moyenne, un gouvernement ouvert et transparent, un environnement sain

et une économie forte, la diversité en tant que force du Canada, ainsi que la sécurité et les possibilités).

production de rapports sur le rendement (performance reporting)

Processus de communication d'information sur le rendement fondée sur des éléments probants. La production de rapports sur le rendement appuie la prise de décisions, la responsabilisation et la transparence.

programme (program)

Groupe de ressources et d'activités connexes géré de manière à répondre à des besoins précis et à atteindre les résultats visés; ces ressources et activités sont traitées comme une unité budgétaire.

programme temporisé (sunset program)

Programme ayant une durée fixe et dont le financement et l'autorisation politique ne sont pas permanents. Lorsqu'un tel programme arrive à échéance, une décision doit être prise quant à son maintien. Dans le cas d'un renouvellement, la décision précise la portée, le niveau de financement et la durée.

projet exploratoire (pathfinder project)

Type de projet mené dans le cadre de l'initiative de modernisation de Statistique Canada. Ces projets sont spécialement conçus pour guider les efforts de modernisation, faire participer les intervenants, consulter les utilisateurs et mettre en œuvre des outils et des méthodes de pointe pour produire des statistiques utiles et de grande qualité dans tous les programmes.

Rapport sur les résultats ministériels (Departmental Results Report)

Rapport sur les réalisations réelles d'un ministère ou d'un organisme par rapport aux plans, aux priorités et aux résultats attendus énoncés dans le plan ministériel correspondant.

rendement (performance)

Utilisation qu'une organisation a faite de ses ressources en vue d'atteindre ses résultats, mesure dans laquelle ces résultats se comparent à ceux que l'organisation souhaitait atteindre, et mesure dans laquelle les leçons apprises ont été cernées.

résultat (result)

Conséquence externe attribuable en partie aux activités d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative. Les résultats ne relèvent pas d'une organisation, d'une politique, d'un programme ou d'une initiative unique, mais ils s'inscrivent dans la sphère d'influence de l'organisation.

résultat stratégique (Strategic Outcome)

Avantage durable et à long terme pour les Canadiens qui est rattaché au mandat, à la vision et aux fonctions de base d'une organisation.

Structure de la gestion, des ressources et des résultats (Management, Resources and Results Structure)

Cadre global qui consiste en un répertoire des programmes, des ressources, des résultats, des indicateurs de rendement et de l'information sur la gouvernance d'une organisation. Les programmes et les résultats sont décrits en fonction du lien hiérarchique qui les unit, ainsi que du ou des résultats stratégiques auxquels ils contribuent. La structure de gestion, des ressources et des résultats est élaborée à partir de l'architecture d'alignement des programmes.

Notes en fin d'ouvrage

- i. Loi sur la statistique, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-19/TexteCompleet.html>
- ii. Principes fondamentaux de la statistique officielle, <http://www.statcan.gc.ca/fra/rb/video/pfso>
- iii. Lettre de mandat du ministre, <http://pm.gc.ca/fra/lettres-de-mandat>
- iv. InfoBase du GC, <https://www.tbs-sct.gc.ca/ems-sgd/edb-bdd/index-fra.html#start>
- v. Évaluation du programme du Centre canadien de la statistique juridique, <https://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/re/pccsj>
- vi. Plan ministériel 2018-2019 de Statistique Canada, <https://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/pm/2018-2019/index>
- vii. Comptes publics du Canada 2017-2018, <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen/cpc-pac/index-fra.html>
- viii. États financiers pour l'année se terminant le 31 mars 2018, <https://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/rrm/2017-2018/s07p01>
- ix. Loi sur la statistique, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/S-19/TexteCompleet.html>
- x. Loi sur les déclarations des personnes morales, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-43/TexteCompleet.html>
- xi. Règlement sur les déclarations des personnes morales, <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/reglements/DORS-2014-13/index.html>
- xii. Tableaux de renseignements supplémentaires, <http://www.statcan.gc.ca/fra/apercu/pm/2017-2018/s09p02>
- xiii. Rapport sur les dépenses fiscales fédérales, <https://www.fin.gc.ca/purl/taxexp-fra.asp>